

Tribune socialiste

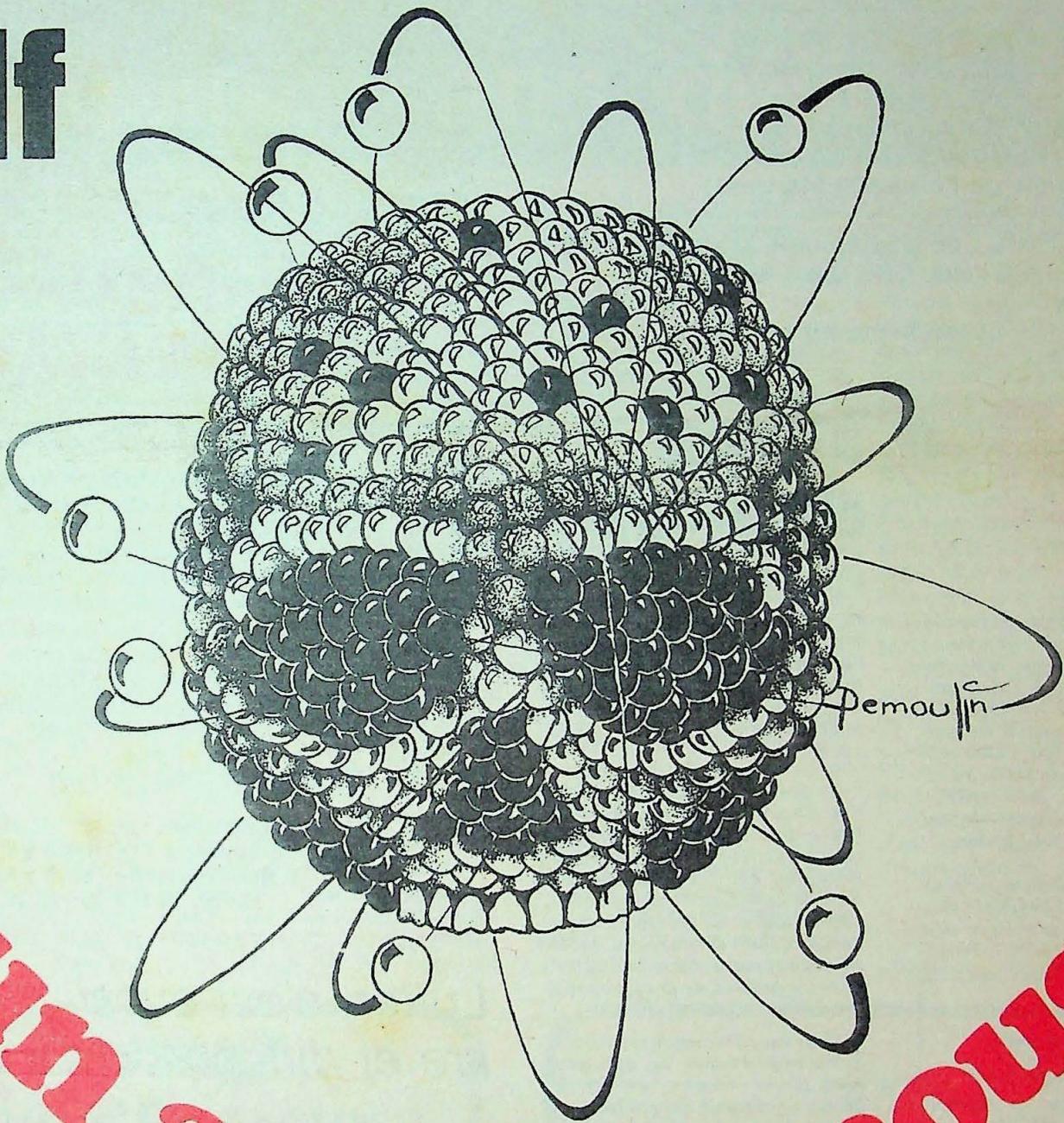
ts

Portugal : et maintenant ?



HEBDOMADAIRE DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIÉ 3 F 50
n° 654 du 26 avril au 3 mai 1975

edf



**un ami qui nous
veut du mal**

Sommaire

- ENERGIE : le week-end antinucléaire p. 4
- GISCARD : un brin de muguet pour le patronat p. 5
- MARCHAIS : les mots et les choses p. 6
- CFDT : tout sera-t-il dit ? p. 8-9
- SANTE-CFDT : éviter les exclusives p. 10
- CNE-PSU : militer dans l'entreprise p. 11
- DOSSIER : le Midi en colère p. 12-13
- ETUDIANTS : occupation à Lariboisière p. 14
- DEBAT : 1936 à la télévision (l'article d'Yvan Craipeau et un témoignage de Maurice Jacquier) p. 15
- LIVRE : F... comme Fraude fiscale p. 16
- VIETNAM : il est trop tard, M. Ford p. 17
- CAMBODGE : les fruits de la victoire p. 17
- PORTUGAL : et maintenant ? p. 18-19
— le MFA en campagne (un reportage)
— une interview de Fernando Marquès
- COMMUNISME : de Chélepine à Marchais p. 20
- GUADELOUPE : des CRS dans les champs de cannes p. 22
- LIBAN : un nouveau Septembre noir p. 23

Photos : Kagan p. 3 - Lespinasse (Fotolib) p. 4, 8 - Cohen (Agip) p. 6, 16 - Lehr (Fotolib) p. 12 - Fadini p. 13 - AFP p. 17 - O.C. / PROP p. 18 - July (Fotolib) p. 19.



● à propos d'une « une »

Grande est ma stupéfaction spontanée et — je dois le dire — mon indignation lorsque je découvre en première page de T.S. la grotesque caricature de Kissinger. Ce faciès ridiculisé à souhait me rappelle sans effort quelque chose et je revois ces dessins de jadis de JE SUIS PARTOUT, DE GRIN-GOIRE, etc... puis à partir de juin 40 de toute la presse de Vichy...

Dois-je ajouter que j'entreprends cette démarche dans l'esprit le plus fraternel car aucun de nous ne met

en doute votre bonne foi et l'absence de toute arrière pensée chez l'auteur du dessin, un jeune camarade, sans doute moins sensible que nous aux vieilles blessures de l'antisémitisme de jadis pour des raisons que je devine.

En fait la formation historique des jeunes y compris chez nous laisse sérieusement à désirer et cette médiocrité, voulue par le système, fait que les jeunes générations ne connaissent cette période, somme toute très récente, que par quelques films dérisoires sur la Résistance et par des récits édulcorés pour les besoins de la propagande du régime (...).

Nous vous demandons seulement à l'avenir d'éviter ce que nous considérons comme une maladresse regrettable qui pourrait soit être exploitée contre le parti par des adversaires peu scrupuleux, soit, ce qui serait particulièrement fâcheux, indisposer sincèrement à notre égard des sympathisants voire des lecteurs occasionnels peu informés sur nos sentiments véritables et les positions très claires du P.S.U. en matière de racisme.

Louis NICOLAS (Saint-Etienne) ■

La rédaction plaide coupable et remercie L. Nicolas de lui concéder les « circonstances atténuantes ». Ph. M.

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Direction politique : Gilbert HERCET - Alain TLEMCEN
Rédaction : 566.45.64 - **Administration :** 566.45.37 - **Publicité :** REGIE-INFORMATION (770.40.18)
 Distribué par les N.M.P.P. Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Rédaction en chef : Philippe MARIELIE
Secrétariat de rédaction : Monique GRIMA
Maquette : Chantal LENDER
Secrétariat - Documentation : Marie-Françoise CHAILLEUX
Dir. publ. : André BARJONET
 9 RUE BORROMÉE 75015 PARIS

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande avec 3 F en timbres. Indiquer la nouvelle adresse complète.
Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F

CADET-PHOTO-COMPOSITION-75009 PARIS
 Imprimerie : ETC - 76190 Yvetot.

- **MEETING DU PSU**
 Le 30 avril, à Orléans avec P. Gollet et B. Rochebrune.
 Les 3 et 4 mai, bureau national à Marseille.
 Le 5 mai, meeting à Marseille.
- **DEBATS SUR L'AUTOGESTION**
 L'autogestion débattue à la MJC de Châtellerault : samedi 10 mai à 21 h, « autogestion et luttes d'aujourd'hui », avec Charles Piaget (au centre culturel, 2, rue Rassebeau à Châtellerault).
- **Xe ANNIVERSAIRE**
 A l'occasion du 10ème anniversaire de l'insurrection populaire et de la résistance armée contre l'intervention nord-américaine du peuple dominicain, meeting samedi 26 avril, à 20 h, à la maison d'Italie, Cité internationale, boulevard Jourdan. Film, conférence, diapos, débats.
- **ARMEE**
 J.F. Mialhe passe en procès pour insoumission le mercredi 30 avril à 14 h à Saintes. Il vous invite à participer aux débats et à la fête qui suivra, même s'il est condamné. Le procès de Bernard Rémy semble avoir été fixé au 8 mai : le PSU y sera évidemment représenté.
- **SANTE**
 Notre santé est-elle à vendre ?
 Réunion, mardi 29 avril à 20 h 30, à la Bourse du Travail de Choisy avec Serge Kasenty, auteur de « L'invasion pharmaceutique ». La réunion est organisée par la section PSU de Choisy et le comité « Prenons en main notre santé ».
- **GARDAREM LO LARZAC**
 Le film circule maintenant dans le Jura : le 2 mai à Poligny à 20 h 30 ; le 3 mai à Passenan à 20 h 30 ; le 6 mai à Lons-le-Saunier à 20 h 30.
- **THEATRE**
 Le théâtre populaire maghrébin jouera « Fudna-Kdr », pièce accompagnée de chants populaires, le mercredi 30 avril à 20 h., au 55 boulevard de Belleville et le 1er mai, à 14 h et à 20 h., à la Maison verte, 127, rue Marcadet. Pour tous renseignements : 357.10.24.

P.S.U. DOCUMENTATION

N° DISPONIBLES :

N° 22.23 Sur le Mouvement Politique de Masse	2 00
N° 24.25 La Police dans la Lutte de Classes	2 00
N° 26 Rosa Luxemburg	1 00
N° 27.28 La crise du Système Monétaire International	2 00
N° 42.43.44 Le Mouvement Révolutionnaire et l'Université	3 00
N° 52.53.54 Quand les patrons vont à l'Ecole	3 00
N° 62.63.64 Le Capitalisme & la Fiscalité	4 00
N° 67.68.69 Capitalisme & Consommation	4 00
N° 70.71.72 COOPERATION ou NEO COLONIALISME	4 00
N° 73.74 Animation de la réunion de Section	3 00
N° 75.76.77 Le P.S.U. Dossier d'Accueil	4 00
N° 78.79 Sur la Question Agricole	3 00
N° 80.81.82.83.84 PORTUGAL en lutte	6 00

Abonnement : 20 N° F. 30 00
A adresser à EDITIONS SYROS
9 Rue Borromée 75015 PARIS
C.C.P. 19 706 28 PARIS

Lutter, c'est aussi lire et diffuser « ts »

Un nom :
 une adresse :
 et un chèque de 100 F

(pour 6 mois : 60 F - soutien 150 F).

T.S. 9, rue Borromée - 75015
 CCP PARIS 5.826.65





quinze ans déjà...

Quinze ans déjà ! Le PSU, né d'un double refus, celui des compromissions de la social-démocratie pendant la guerre d'Algérie et celui du stalinisme, fête son anniversaire.

Quinze ans déjà pendant lesquels le PSU prenant en compte ce qu'il y avait de plus positif dans l'élan de mai 68 a essayé de le traduire en un projet politique fondé sur le socialisme autogestionnaire. « **Contrôler aujourd'hui pour décider demain** » proclame son Manifeste.

Mais cette année, cet anniversaire a une portée encore plus significative. Car, en détournant une liberté de discussion que le PSU a toujours revendiquée, on a tenté de fourvoyer notre parti dans une opération qui visait, en fait, à redorer les stucs de la social-démocratie (même si certains camarades s'y étaient engagés de bonne foi). Mais le temps passe et un laps de

temps très court a suffi à restituer les « Assises du socialisme » à leur modeste place. Dans la ligne qu'il s'est fixé, le PSU tient bon.

Il ne manifeste pas ainsi un quelconque chauvinisme de parti ou un esprit de clocher sourcilieux. Concrètement, dans la réalité des luttes sociales d'après 1968, il a su prouver son originalité et exprimer ce que ces luttes recélaient de plus significatif dans la préfiguration de la société de demain ; et c'est ainsi que ses propositions sur le contrôle ouvrier, le droit pour tout travailleur-syndiqué ou non — d'exprimer son avis et d'influer sur la marche des luttes en cours ont été prises en compte. LIP est l'éclatant exemple et la démonstration que l'esprit de 68 s'est enraciné dans la conscience des masses ouvrières même si on nous dit « **que l'heure n'est pas aux avant-gardes militantes** » (1). L'important, c'est que LIP ait fait des petits et

qu'il y ait une avancée globale de la conscience ouvrière à laquelle le PSU a pris sa part dans la mesure de ses moyens.

De même notre parti se félicite d'avoir contribué à ce que le débat, crucial, du choix de l'énergie nucléaire soit rendu public et n'exprime plus seulement l'opinion de cénacles d'experts. Mettant en pratique sa conception autogestionnaire dans un domaine scientifique où s'amplifient les interrogations inquiètes de l'opinion publique, le PSU a pris l'initiative avec les Amis de la Terre des manifestations du samedi 26 avril et du colloque du 26 et 27 avril. Ces meetings et ces rencontres constitueront l'occasion d'affirmer que la question est posée de savoir qui décide, de quoi, où, quand et comment. En exigeant un moratoire sur le programme français et en participant à une prise en charge collective de la recherche d'alternatives à une société en

crise, le PSU manifeste ainsi sa vitalité dans le concret et le vécu.

Enfin le PSU entend exprimer sa solidarité militante et instituer des liaisons suivies avec les révolutionnaires portugais qui luttent pour que s'élève en Europe une espérance socialiste. C'est la raison pour laquelle il a pris l'initiative d'organiser à Paris un grand meeting le 16 avril sur le Portugal avec la LUAR, le PSP et le MES. « **L'esprit du sud** » a fait dire à un quotidien de Lisbonne que cette réunion avait rassemblé 20 000 personnes ; elle n'en revêt pas moins une grande signification politique tant en France qu'au Portugal.

Voilà comment apparaît le PSU à la veille de ce 1er Mai. Son anniversaire n'est pas l'occasion de pieux souvenirs mais une raison d'espérer et d'entreprendre.

Alain TLEMENEN ■

(1) Interview d'Edmond Maire dans « **Témoignage Chrétien**, n° 1606.

un message d'Edouard Depreux

Bon anniversaire. Si je disais que le PSU ne m'a causé aucun souci, vous ne me croiriez pas. J'ai tenu dans mon livre (1) à raconter ses servitudes en même temps que sa grandeur. Mais en traçant le bilan à l'occasion de son quinzième anniversaire, je peux dire qu'il m'a donné d'immenses satisfactions et que je suis fier d'avoir contribué à sa fondation et de lui être resté fidèle.

Il me plaît de constater aujourd'hui sa maturité. Il a balayé tous les germes de sectarisme, il est un élément d'unité, d'action — en attendant mieux — car les frontières des partis politiques ne sont pas dressées d'une manière définitive.

Edouard DEPREUX — Secrétaire national honoraire ■

(1) « **Grandeurs et servitudes du PSU** », éd. Syros.

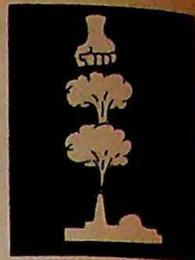
notre 1er mai...

Habituellement, pour le 1er mai, les organisations politiques appelaient soit à une manifestation autonome le matin, soit à une manifestation conjointe à celles des organisations politiques. Cette année, il n'y a pas eu d'appel des organisations politiques — et nous le regrettons. Seules certaines organisations d'extrême-gauche ont souhaité défilier à la suite du cortège syndical.

Comme nous le leur avons dit, une telle initiative risque de dénaturer le sens de la manifestation syndicale du 1er mai, et de n'être pas bien comprise par les travailleurs. En conséquence, le PSU appelle ses militants et ses sympathisants à manifester avec leurs sections syndicales et à contribuer au succès de cette journée importante pour l'ensemble des travailleurs.

à Paris, et dans toute la France

le week-end antinucléaire

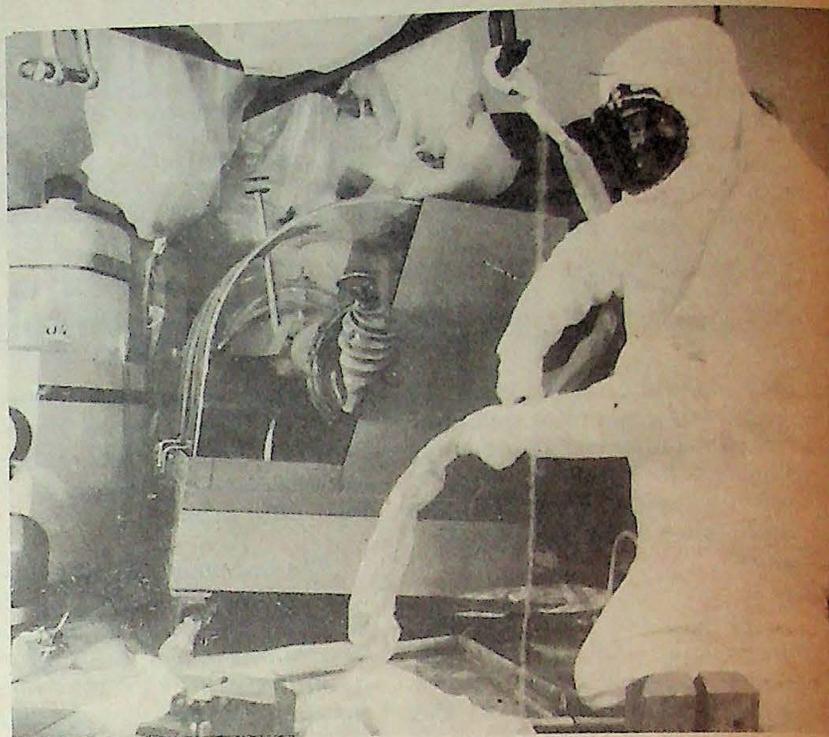


Quelle semaine ! De Chirac à Pierre Bellemare, la droite s'est employée à rassurer à tous vents. Mais — en passant — EDF et le gouvernement avouent la nature réelle du « projet nucléaire ». Le déferlement de propagande nucléaro-totalitaire le prouve : nos princes sont inquiets. Si l'enjeu n'était que l'intérêt public et non leur pouvoir, ils n'en feraient pas tant. En face d'eux, ils ont la coalition de

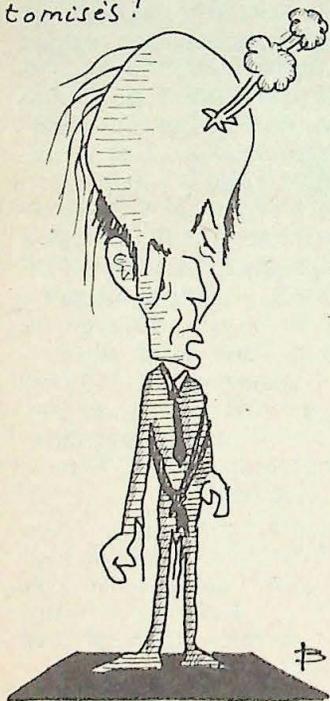
tous ceux auxquels on ne demande jamais leur avis, mais qui tiennent à le donner. Paysans, travailleurs, techniciens, scientifiques, jeunes (scolarisés ou non), écologistes, révolutionnaires et auto-gestionnaires de tous horizons. Cette coalition peut l'emporter. L'unité populaire contre le nucléaire se fait. Elle vaincra !

 a semaine d'action lancée par le P.S.U., les Amis de la Terre et le Mouvement écologique contre le programme nucléaire français a déjà atteint un premier objectif : la conférence nucléaire européenne, qui devait constituer une grande cérémonie à la gloire de l'énergie atomique, se retourne contre ses promoteurs et amplifie l'inquiétude de l'opinion publique à l'égard des décisions du gouvernement français. D'ores et déjà, il est clair que c'est la semaine anti-nucléaire qui est à l'ordre du jour.

Le P.S.U. se félicite d'avoir ainsi contribué à ce que le débat soit enfin posé publiquement et n'apparaisse plus comme un problème technologique réservé à des experts. Il n'est cependant pas temps de désarmer. Les manifestations du samedi 26 avril et le colloque des 26 et 27 avril doivent constituer l'occasion d'affirmer que la question est posée : savoir qui décide, de quoi, où, quand et comment. Il faut notamment lever les hésitations qui se manifestent à gauche, lorsqu'on restreint la portée du problème posé au choix entre filière française et filière américaine, ou à la constitution d'une agence de sécurité. En réalité, c'est bien la société de demain qui est en question, et le choix décisif est entre les mains des travailleurs.



Président de tous les atomisés !



Ceux qui traitent de « passésites » les adversaires du programme français tentent de faire croire que le progrès serait l'accumulation des nuisances et de dangers sans précédent, le développement d'un pouvoir technocratique ultra-centralisé, l'accroissement du contrôle de l'armée et de la police sur la population. Nous, nous croyons que le progrès scientifique vise avant tout à la libération accrue de l'homme par rapport à la nature, ce qui suppose la réappropriation de la science et de la technique par les travailleurs eux-mêmes. De la même façon, on essaye de nous faire admettre la croissance capitaliste comme un objectif en soi, sans discussion sur ses mo-

dalités, sur sa répartition et sur ses conséquences alors que ces questions doivent être posées dans le cadre d'un débat collectif sur la planification. A notre sens, seule une société socialiste auto-gestionnaire peut satisfaire ces exigences.

fronter collectivement la recherche d'alternatives à une société en crise, et qui ne se survit à elle-même que par une aggravation du poids qu'elle fait peser sur ses membres.

Obtenir le moratoire sur le programme français, c'est évidemment d'abord casser des décisions prises avec une légèreté monstrueuse, infliger une défaite à l'Etat et à la coalition d'intérêts qu'il défend. Mais c'est aussi une occasion sans précédent d'aff-

C'est pourquoi nous appelons tous les travailleurs conscients de la gravité de l'enjeu à nous rejoindre le samedi 26 avril, notamment à la manifestation parisienne, à 15 heures place de la République.

Déclaration du Bureau national du PSU, le 22 avril 1975 ■

pour ou contre « le pire » ?

Est-ce l'enjeu du siècle ? Sommes-nous les cocus de la croissance ? Est-ce bien la course pour la vie ? Ou n'est-ce qu'une farce de mauvais goût ? EDF est-il vingt-quatre fois plus fou qu'Hitler (qui l'était déjà passablement plus que d'autres) ? Pinochet, Vorster, Franco, le Chah, Bokassa, Strauss — confondante brochette, mais on a les alliés qu'on mérite — vont-ils avoir (peut-être) la bombe grâce à EDF et à la France ? Qu'est-ce que cette société nucléaire qu'ils nous préparent ? Quels sont les risques du programme EDF ? Y-a-t-il d'au-

tres énergies, une autre vie possibles ? Et prendrons-nous seulement le temps de vivre ?

Voilà. C'est tout ce à quoi le petit « Pire » (une émanation collective de TS, Actuel, La Gueule Ouverte, Libération, Politique-Hebdo), essaie de répondre en huit pages extra-denses, pour un prix ultra-modique de 1,50 F. C'est donné ; ça se trouve presque partout. Et en tout cas aux sièges des journaux précités, et dans tous les bons kiosques.

CINQ SEMAINES
au Théâtre Mouffetard

Jacques
BERTIN

du 22 avril au 24 mai
à 22 heures - relâche dimanche et lundi
76 rue Mouffetard
disques en vente aux Editions Syros

Giscard à la télé un brin de muguet pour le patronat

par Michel MOUSEL

Ainsi donc, les appels au secours poignants et répétés de Ceyrac ne seront pas restés sans écho. Que ces messieurs du CNPF se rassurent : on est quand même gouvernés ! Il fallait, selon eux, relancer l'investissement : on leur donne de quoi les calmer, pas trop, et dans des conditions telles que les objectifs du plan d'austérité ne soient pas entamés. On dégage des crédits, certes ; mais il ne saurait être question du niveau de vie, encore moins d'une réelle lutte contre le chômage. Alors, quand une bonne partie de la presse entonne en chœur l'hymne de la « relance », qui espère-t-elle abuser ?

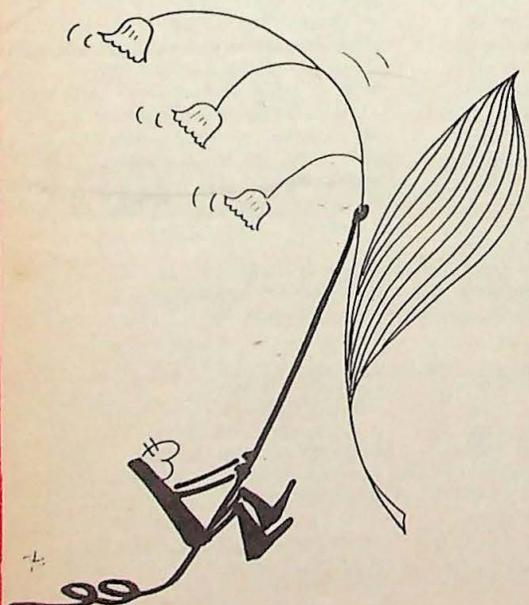
Décidément la politique du gouvernement est très portée sur l'action psychologique : comment se saisir des préoccupations des gens pour faire tout autre chose que ce qu'ils attendent. Les mesures qui viennent d'être adoptées visent moins à réchauffer l'activité économique qu'à faire croire qu'on s'en occupe.

une assurance anti-grisou

Deux motifs principaux y ont poussé le pouvoir. D'abord, le fait qu'il ne lui est pas possible de provoquer en permanence l'exaspération de la fraction du patronat que le plan d'austérité gêne : les entreprises de taille moyenne, plus orientées vers le marché intérieur et qui ne peuvent que difficilement trouver des ballons d'oxygène financiers en tournant la réglementation du crédit comme les grands groupes de taille multinationale. C'est une nécessité pour le pouvoir que d'apaiser, périodiquement, les conflits que sa politique provoque au sein de la bourgeoisie.

Mais il lui faut aussi essayer de désamorcer la bombe que constitue une masse de chômeurs totaux et partiels de plus en plus importante, et qui crée une inquiétude croissante au moment où les prévisions les plus pessimistes pour 1975 se révèlent encore au-dessus de la réalité. On sait maintenant qu'au cours de cette année on sera plus près de la croissance zéro que des estimations — probablement truquées — sur lesquelles se fondait la politique économique et budgétaire à l'automne

1^{er} mai : le tocsin



aux armés travailleurs

dernier ; que les cocoricos sur le commerce extérieur ne sont dûs qu'à la baisse des importations provoquée par une consommation intérieure enrayée ; que le niveau de l'investissement industriel aura reculé de trois ans. D'ailleurs le ton des déclarations officielles s'en ressent.

Quoi d'étonnant, dans ces conditions, à ce que la presse agite la « menace d'explosion » ou à ce que Ceyrac mette en garde le gouvernement contre le risque d'un « coup de grisou » ? Indice supplémentaire qui ne manque pas de faire réfléchir : le dernier sondage SOFRES a révélé que près de la moitié des français (47 %) estimaient que « la France pourrait connaître une crise comparable à celle de mai 1968 ». D'où le coup de bluff du conseil des ministres et de l'allocution présidentielle du 23 avril, un peu moins portée que d'habitude sur la suffisance autosatisfaction

Plan d'austérité, deuxième chapitre

Car il ne s'agit que de bluff. La préoccupation du gouvernement n'est pas de lutter contre le chômage, mais d'enrober de déclarations sécurisantes sur l'emploi une politique qui vise tout autre chose :

— à supposer même que l'aide aux investissements provoque une relance, ses effets seront lents et pratiquement inopérants sur le rythme de l'activité économique en 1975 ;

— pour un certain nombre de décisions prises, celles notamment qui sont les plus générales et indistinctes comme l'octroi de prêts à des taux limités, rien ne permet d'assurer que les entreprises les utiliseront réellement pour investir avant d'avoir cherché à alléger la masse et le coût de leur endettement ;

— l'effet sur l'emploi des investissements dépend également de la nature des équipements réalisés : s'il s'agit d'équipements qui augmentent la productivité, les conséquences pour l'embauche risquent, au mieux, de se neutraliser ;

— à la rigueur, on peut escompter que la montée du chômage partiel pourra être ralentie dans certaines branches en difficulté, ce qui correspond, d'ailleurs, à un souci du patronat.

— quant au recours, une nouvelle fois, à la déduction fiscale pour investissements, ce cadeau maintes fois dénoncé est d'autant plus scandaleux à un moment où l'attention est portée sur un système fiscal tout orienté en faveur des possédants.

En réalité, nous sommes bel et bien en présence de la deuxième étape du plan d'austérité. Maintenant que ses premiers effets sont obtenus — réduction du pouvoir d'achat, crise de l'emploi — on cherche ni plus ni moins à donner un coup d'accélérateur à la



M. CEYRAC, président du CNPF.

« modernisation » et à la concentration, bref au « redéploiement » de l'industrie française. En témoignent l'attention accordée :

— aux industries de biens d'équipements, jugées essentielles pour le développement des exportations ;

— à l'équipement téléphonique, déjà prioritaire dans le VI^e Plan et régulièrement protégé par rapport à tous les autres équipements collectifs, qui doit permettre de soutenir des industries de pointe qui jouissent d'un quasi-monopole de fait ;

— aux marchés publics et à ceux des entreprises nationales qui constituent un puissant instrument de concentration.

En même temps, le pari de Giscard et de Fourcade devient encore plus risqué. Certes, le spectacle de gouvernements occidentaux pataugent dans les demi-mesures dont les effets sont pour le moins contestables, peut le conforter dans l'application intransigeante de son orientation. Mais le temps lui est plus compté. Des grincements se manifestent à l'intérieur de la coalition gouvernementale. Ceux des patrons qui n'ont aucun intérêt dans cette reconstruction et cette accentuation de la division internationale du travail découvriront qu'ils ont été grugés — peut-être trop tard pour eux. Ça les regarde.

Mais les travailleurs, eux, ne doivent pas ignorer qu'ils n'ont rien à attendre des milliards que l'on injecte à l'économie française. C'est finalement toujours d'eux que dépend la réussite ou l'échec du pari gouvernemental. Et il s'agit, pour eux, de beaucoup plus que la seule année 1975. Sous sa forme bien littéraire, assaisonnée des couplets habituels sur la qualité de la vie et les inégalités, le rapport Ripert pour le VII^e Plan ne propose guère autre chose que la poursuite, pendant cinq ans, de la logique de la politique actuelle. Giscard l'a dit mercredi soir. Ainsi, le rapport se gargarise de « plein-emploi » ; mais qu'est-ce qui prouve que l'emploi ne sera pas aussi « plein » qu'aujourd'hui, si l'on peut dire ? Rien ne permet aujourd'hui d'affirmer que même l'hypothèse de croissance la plus optimiste évite automatiquement la stagnation de l'emploi d'ici 1980 ; pas les travaux de la commission de l'emploi, en tous cas.

C'est vrai que le même rapport suggère, au détour de remarques sur la politique tarifaire, qu'on pourrait envisager la gratuité de certains services publics. Fichtre ! Et si on s'en occupait un peu, nous aussi ?



après la réunion du comité central du PC les mots et les choses

« Notre stratégie n'a pas varié » : c'est sur cette affirmation que Georges Marchais débute.

Cette stratégie dont la dernière version a été formulée au moment de la Conférence internationale des partis communistes en 1960 n'est pas nouvelle. Des « fronts populaires » au gouvernement tri-partis de la Libération, des « fronts républicains » de la « démocratie avancée » et à « l'union du peuple de France », c'est à chaque fois un même but qui est poursuivi : allier le mouvement ouvrier à une aile de la bourgeoisie, (ou faire pression sur elle) afin de la « contrôler ».

Marchais, donc, réaffirme d'abord cette orientation permanente.

« Maintenir le cap »

« Maintenir le cap » : C'est la seconde affirmation. Continuer donc, mais... dans des conditions différentes. Lesquelles ? « le résultat de mai 1974 ouvrirait la voie à un aiguisement du combat de classe ». De cette constatation générale, Marchais releva quelques aspects. Cite-t-il des luttes ? Montre-t-il la perspective du combat qui dès lors s'ouvrirait ? Non. « L'aiguisement

A lire l'intervention fleuve de Georges Marchais lors de la réunion du comité central du Parti communiste, les 14 et 15 avril, un lointain observateur pourrait conclure qu'en effet, dans la pratique du PCF, rien n'a changé. C'est d'ailleurs ce que Georges Marchais s'efforce (longuement) de faire croire. A le suivre sur cette voie, un lecteur naïf pourrait donc croire que, de 1972 à 1975, le « parti d'avant-garde de la classe ouvrière » n'a eu qu'une orientation et qu'une tactique : il n'en a pas changé une virgule, même si les « conditions de son application changent ».

Dans un sens l'affirmation est juste. Mais elle a pour fonction de cacher l'essentiel : si la stratégie réformiste de la direction du PCF n'a pas changé, il n'en reste pas moins qu'un tournant a été opéré au lendemain des élections présidentielles.

« du combat de classe » se traduit d'abord selon le secrétaire général du PCF par « l'opération pseudo-réformiste » du gouvernement, par les « appels du pied au PS », par « les attaques contre notre parti », par « les déclarations ambiguës du PS ».

Il est facile, à partir de là, de justifier la tactique adoptée depuis le début de la polémique contre le PS. Justification d'autant plus aisée que la conjoncture politique est mise à contribution et que l'on apprend avec étonnement que « le pouvoir manœuvre en recul ».

S'il est une chose que la masse des travailleurs a pu enregistrer

dans les derniers mois (de la grève des PTT jusqu'à celle de Renault), c'est qu'au contraire, face à un mouvement ouvrier divisé, sans politique de contre-offensive, le pouvoir garde l'initiative. Il est vrai que reconnaître ce fait aboutirait à éclairer le sens et les conséquences de cette nouvelle tactique. Et de cela il n'est, bien sûr, pas question.

« Pas de pause »

Dans ces conditions, l'essentiel devenait l'« affirmation du parti », le renforcement de son « poids » et l'union de la gauche était réduite à un cadre formel.

Le « parti » à la tête des luttes ? C'est ce que veut Georges Marchais : nous sommes, dit-il, « plus que jamais déterminés à saisir toutes les possibilités ». Toutes ? Qu'on se pose la question. Suffit-il de se lancer dans l'agitation « tout azimuth », que « toutes les possibilités » soient utilisées au maximum, non pas pour que le « parti se renforce » mais pour faire progresser le projet d'ensemble du mouvement ouvrier ? Suffit-il de brandir, comme un fétiche désincarné, le « programme commun » pour que les luttes immédiates et défensives s'articulent avec la perspective de l'offensive ouvrière contre le plan d'austérité et le gouvernement qui en est l'inspirateur ?

Qu'on se rappelle Renault ces dernières semaines : le PCF appelait à la solidarité, certes, mais à aucun moment il n'a précisé ni quelles formes devait prendre ce soutien, ni quelles revendications il fallait populariser. En d'autres termes, une fois de plus, entre les mots et les choses l'écart se creuse. Refusant une véritable pratique d'unité d'action de la base au sommet autour des revendications unifiantes des travailleurs du Mans, le PCF n'a fait donner que de ses élus et de ses communiqués.

Chirac : le Maître- Jacques de Giscard

Chirac, alias Maître-Jacques, s'est beaucoup démené pendant le dernier week-end. Depuis ses quatre mois de secrétaire général de l'U.D.R. il s'ingénie à mettre définitivement à l'heure-Giscard cette organisation dont les vieux barons ont été en grande partie éliminés des postes de responsabilité. En quatre mois, les trois-quarts des secrétaires fédéraux de l'U.D.R. ont été remplacés. C'est le grand nettoyage. Comme chaque adhérent est un notable potentiel aux dents longues, ce nettoyage fait bien des heureux.

Ayant eu les déboires que l'on sait avec l'U.J.P. Chirac, devant une centaine de « jeunes » U.D.R. triés sur le volet, fait son numéro habituel et leur fait miroiter les nouvelles perspectives offertes par le ralliement inconditionnel à Giscard.

Devant le Comité Central de l'U.D.R., même scénario : les prochaines assises nationales du mouvement des 15 et 16 juin seront l'occasion de définir le « projet de société » auquel aspirent ces messieurs. Un bon devoir de futur notable, qui montrera à quel point l'U.D.R. comprend la nécessité d'aller dans le sens du néo-libéralisme. Avec un peu de pathos gaulliste (concertation plus participation) on essaiera de conjurer les démons qui s'appellent augmentation du chômage, inflation, crise économique, colère des différentes couches sociales indisposées par le marasme et la baisse du pouvoir d'achat.

Chirac, en bon maître - Jacques, s'ingénie à créer les conditions organisa-

tionnelles permettant à l'U.D.R. d'affronter les élections municipales de 1977 et les législatives de 1978. Elles sont bien loin ces élections et la crise sévit toujours et s'approfondit. En attendant, il ne suffit pas seulement de nettoyer les écuries de l'U.D.R. ; il faut aussi occuper la galerie, gesticuler, montrer qu'on est puissant sur tous les fronts et qu'on a un peu de cervelle politique dans le crâne. Là, le numéro est moins bon : les « accusations » lancées contre Marchais (qui permettent au P.C.F. de servir un peu de compère) sur la « violence » qui serait choisie par les communistes comme stratégie de stimulation des mouvements sociaux, sentent un peu le frelaté. Néanmoins comme la presse bourgeoise — et particulièrement le Figaro de Monsieur d'Ormesson — est particulièrement friande de ce genre de duos, cela fait encore recette, tout au moins au niveau de « l'établissement ». Quant aux millions de chômeurs totaux ou partiels, de petits paysans, de marins-pêcheurs, de travailleurs confrontés au problème de la vie chère, gageons que les gesticulations de maître Jacques Chirac, les laissent sur leur faim.

La bourgeoisie française, en tant que classe politique, n'a trouvé pour le moment, qu'un seul maître véritable, capable de résoudre ses contradictions : Giscard. Chirac et ses comparses, Ponia et autres réformateurs jouent les régisseurs, parent au plus pressé, et attendent les jours meilleurs. Chirac n'a-t-il pas déclaré au Comité Central de l'U.D.R. qu'il n'y avait pas de « domaine réservé » pour le président de la République ? Ce qui signifie que Giscard

s'intéresse à tout, surveille tout, en un mot, qu'il tire toutes les ficelles.

Le seul domaine où l'impuissance de la bourgeoisie française soit manifeste, son talon d'Achille en quelque sorte, c'est celui de la situation économique et sociale. Là, les gesticulations, les bonnes paroles n'y peuvent rien, et l'allocation télévisée de Giscard mercredi dernier, montre bien que la méthode Coué n'est pas une politique de gouvernement. La seule chance de ce gouvernement, de ce régime, c'est qu'au niveau des organisations de l'Union de la gauche, la stratégie d'opposition se limite elle aussi aux effets oratoires, à la politique verbale. La grève des postiers à l'automne dernier, la stratégie syndicale pendant la grève de Renault qui vient de se terminer, sont les exemples significatifs de la crainte qu'ont les états-majors syndicaux de voir se développer en France un mouvement social qui échapperait à ses directions traditionnelles.

Pour le moment donc, le pouvoir ne sent pas directement menacé. Cependant, les paroles de Chirac — si l'on élimine le côté « amuseur public » — laissent transparaître une pointe d'anxiété ; lorsque ces messieurs utilisent le vieil arsenal anti-communiste (et la campagne de presse bourgeoise contre ce qui se passe au Portugal en est un élément) cela veut dire en clair que les lendemains ne sont pas sûrs. Comme dit le proverbe, il n'y a pas de fumée sans feu et derrière les attaques contre Marchais, c'est plus en réalité l'ensemble du mouvement ouvrier, l'ensemble du mouvement révolutionnaire qui est visé.

Jean VERGER





« Le plus grand parti révolutionnaire de notre temps »

Quant aux tâches définies pour la prochaine période, elles ne nous apprennent rien de nouveau : d'abord il s'agit de « faire la clarté sur la politique du pouvoir », ensuite « il est nécessaire que le parti soit plus et mieux que jamais à l'avant-garde des luttes », enfin le « renforcement du parti » est « le souci majeur ».

Les travailleurs seront en droit de poser au parti communiste quelques questions : le pouvoir, malgré les durs combats qui se mènent partout, marque des points. Pourquoi ? Les luttes restent isolées et cet isolement mène souvent à l'impasse et au pourris-

sement. Pourquoi ? Comment dès lors dépasser la fragmentation des luttes ? Comment faire reculer le gouvernement ? Comment briser le plan d'austérité et de chômage ?

Les travailleurs attendent des réponses car chacun voit qu'il est possible de lutter, de gagner, mais à condition que le front des travailleurs se soude. Et ces réponses, ils les attendent d'abord de leurs organisations traditionnelles. Et, de ce côté là, c'est le silence ou l'aveuglement. Il y a pourtant une voie simple à suivre. Le PSU en a proposé les axes à plusieurs reprises et publiquement : créer une unité solide entre les organisations du mouvement ouvrier avec pour objectif central la riposte au plan d'austérité ; susciter partout des structures unitaires à la base ; coordonner les usines en lutte et généraliser leurs exemples ; aider les chômeurs à s'organiser en comités ; développer au plan local, régional et national, des initiatives comme celles des assises pour l'emploi, etc...

Ces propositions restent valables. Les militants du PSU, conscients des enjeux de la prochaine période, les feront systématiquement.

Maurice NAJMANN ■

Loire-Atlantique

haro sur les croquants

La répression se déchaîne en Loire-Atlantique sur les paysans-travailleurs qui luttent solidairement pour la défense de leur outil de travail et la défense de l'emploi.

Au départ le jeune couple Mazery occupe et cultive une ferme dont le comte Armand se prétend propriétaire. En fait, il est simplement, co-héritier d'un immense domaine qui est placé sous administration judiciaire depuis 15 ans. Les fermiers du domaine, qui sont dans l'impossibilité de payer leur baux sont frappés d'expulsion. Les fermes sont vendues en liquidation à des non-exploitants.

Les paysans-travailleurs qui soutiennent les luttes des fermiers demandent aux pouvoirs publics des garanties. Ils montent la garde pour empêcher les forces de l'ordre d'intervenir contre les Mazery menacés d'expulsion.

Les ouvriers de Nantes et leurs centrales syndicales soutiennent cette action. Trois individus s'étant introduits le soir du dimanche chez le comte qui les a blessés à coups de carabine, le préfet se sert du prétexte pour donner l'ordre aux flics d'intervenir.

Le lundi matin ils arrêtent 12 paysans-travailleurs, les jeunes fermiers et leur ouvrier agricole. Parmi eux, Bréheret et Potiron, déjà passibles de trois mois de sursis. Ils sont jugés en flagrant délit le mardi matin et écoperont de deux à neuf semaines de prison. Aucune défense n'a pu être organisée.

Les paysans et les ouvriers de Loire-Atlantique se mobilisent immédiatement. Deux manifestations ont lieu dans la nuit de mardi à mercredi devant les prisons de Nantes où sont incarcérées les femmes et celle de Saint-Nazaire où sont les hommes.

A Nantes, lors de la dislocation de la manifestation qui rassemblait 500 personnes les policiers chargent par trois fois des groupes dispersés, faisant de nombreux blessés. Trente camarades n'ont été relâchés que ce mercredi à midi.

La FDSEA les paysans-travailleurs et la CFDT ont créé un comité de soutien en Loire-Atlantique ; le PSU appelle à soutenir et à participer par tous les moyens à cette lutte.

Alain CHOUZELOT ■

L'échec de la réunion de l'avenue Kléber :

Un camouflet pour Giscard

La réunion préparatoire sur l'énergie s'est achevée le 15 avril sur un échec. Cet échec est une manifestation tangible du nouveau rapport des forces mondiales. Il montre également que Giscard d'Estaing n'a pas réussi à élargir les marges de manœuvres internationales du gouvernement français.

Après neuf jours de palabres, les dix puissances invitées par Giscard d'Estaing n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur l'ordre du jour et les participants d'une éventuelle « Conférence sur l'énergie ». C'est l'objet même de cette conférence qui a constitué le point principal de désaccord. Les représentants des grandes puissances capitalistes — Etats-Unis, Japon, Communauté Economique Européenne — prétendaient s'en tenir aux problèmes du pétrole. Ils s'efforçaient, avec les formes diplomatiques nécessaires, d'amener les pays producteurs de pétrole à s'incliner devant les besoins du grand capital.

L'Agence internationale de l'énergie, créée par dix-huit des principaux Etats capitalistes, n'avait pas fait mystère de ses intentions. Le 20 mars, le comité directeur de cette agence, répondant aux attentes du gouvernement des Etats-Unis, avait fixé comme objectif un « prix commun de protection » sans en fixer toutefois le niveau. Mais il s'agissait en fait de ramener le prix du baril de 5 à 7 dollars au lieu de 10 à 11 dollars, sans descendre au-dessous de ce prix plancher, car il est indispensable pour la mise en œuvre de nouvelles sources de pétrole ou d'énergie, assurant des profits suffisants aux groupes capitalistes.

Les temps ont changé, les pays néo-impérialistes n'ont pas réussi à imposer leur politique. Les quatre pays de l'OPEP (Algérie, Arabie saoudite, Iran, Venezuela) ont tenu tête, entraînant même les représentants des autres pays « sous-développés » (Brésil, Inde, Zaïre). Ensemble, ils exigèrent que la conférence envisagée aborde les problèmes généraux des échanges entre les métropoles capitalistes.

C'est sans doute la première surprise de cette réunion. Giscard comptait sur la fidélité des régimes du Brésil et du Zaïre à l'égard des USA. Le calcul était

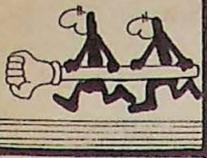
faux. Mais, pour autant, peut-on conclure à une conversion inattendue aux intérêts de peuples opprimés ? Cette émancipation encore bien limitée n'est explicable que par la faiblesse, la paralysie du protecteur. Face aux pays arabes, l'impérialisme américain ne parvient plus à imposer sa volonté : en Indochine, il est obligé d'abandonner ses positions malgré les massacres accomplis par lui et il s'avère incapable de maîtriser la débâcle économique menaçante.

Ces nouveaux déboires doivent ajouter à la volonté des impérialistes américains de reconquérir leur hégémonie, mais pour l'instant ils témoignent et renforcent du nouveau rapport des forces. Le reclassement qui s'effectue ne s'opère pas cependant au profit de l'Europe. L'inconsistance politique de l'Europe des neuf s'est confirmée.

D'autres conséquences vont s'exercer sur la situation politique française. Giscard d'Estaing a une nouvelle fois montré le caractère velléitaire de sa démarche. Dans la foulée gaulliste depuis des mois, il veut apparaître comme l'ami des gouvernements arabes, dans l'intention de se faire le médiateur entre eux et les pays capitalistes. Le métier d'intermédiaire, semble penser ce digne représentant de la finance française, peut permettre de substantiels bénéfices. Malheureusement pour lui, il n'en est rien. Les mirifiques contrats se réduisent finalement à peu de choses, comparés à ce qu'obtiennent les partenaires habituels de la péninsule arabique : Américains, Anglais ou Allemands. Et maintenant, ce camouflet diplomatique vient achever la démonstration : le capitalisme français ne peut plus faire cavalier seul, même dans la Méditerranée.

De surcroît, Giscard d'Estaing doit s'attendre à ce que son crédit politique soit atteint en France même. Il n'en avait nullement besoin ; dans tous les domaines les difficultés grandissent. La production tombe rapidement, le chômage prend de l'ampleur, les réformettes débouchent sur peu de chose. Giscard d'Estaing, qui n'avait pas réussi à élargir ses appuis à gauche, va se trouver par cet échec discuté à droite.

Michel FIANT ■



▲ Sur un point au moins, les militants d'Hacuitex ou de la Loire peuvent tomber d'accord avec le responsable politique de la CFDT : « il n'y a pas plusieurs terrains de lutte qui seraient hermétiquement clos, les uns réservés à l'action syndicale, les autres à l'action politique ». Il n'est donc pas question de s'en tenir à la division réformiste des tâches, le syndicat cantonné dans la revendication, le parti dans les élections. « Les partis ont leur mot à dire dans les luttes sociales et se doivent d'intervenir » (J. Moreau).

Ce qui différencie syndicats et partis, c'est leur nature, leur responsabilité, leur optique.

Organisation de masse pour la défense des salariés, le syndicat les regroupe quel que soit leur niveau de conscience idéologique et politique. Sur le plan politique, il ne peut donc définir qu'une orientation générale (le socialisme autogestionnaire pour mettre fin aux causes de l'exploitation et de l'aliénation) et une stratégie de lutte des classes anticapitalistes. Par contre, lui incombent la responsabilité de sa stratégie, la responsabilité des luttes et des négociations, avec l'ensemble des travailleurs concernés. Enfin, comme écrit J. Moreau, « le syndicat ne part pas du point de vue de la responsabilité de la société, mais des problèmes des travailleurs. C'est l'angle à partir duquel il voit le présent et le devenir de la société. Pour le parti, il en va autrement. Il envisage d'emblée la société sous l'angle du pouvoir politique et étatique ».

Partis et pouvoir

Mais ici commence l'ambiguïté : de quel pouvoir politique « et étatique » s'agit-il ici ?

Pour la social-démocratie, il s'agit d'occuper le pouvoir étatique, c'est-à-dire de parvenir au gouvernement et de gérer l'Etat (capitaliste) comme le PS gère déjà — généralement avec la droite — nombre de municipalités, de conseils généraux ou régionaux. La seule voie d'accès en est électorale. C'est pourquoi ses sections ont essentiellement pour tâche la propagande électorale, non les luttes sociales. Y compris dans les entreprises même si « à s'en tenir au texte, « ! » il y a une volonté de la part du PS d'être présent sur le terrain des luttes ».

Pour un parti autogestionnaire comme le PSU, il s'agit au contraire d'aider les travailleurs à briser les structures de l'Etat capitaliste et à prendre eux-mêmes le pouvoir. La fédération Hacuitex manifeste la même volonté : « notre stratégie est celle de la prise du pouvoir par l'action de masse et de classe à tous les niveaux. Elle seule peut garantir une période de réelle transformation révolutionnaire pour aboutir à la transition au socialisme ».

En cela consiste précisément l'autogestion socialiste. Hacuitex constate que la conquête du pouvoir politique se fait le plus souvent par d'autres voies que les élections (De Gaulle en 58, l'Algérie, la Grèce, le Portugal) et que le seul processus de transformation sociale par la voie légale — au Chili — a été brutalement cassé par l'armée.

C'est là qu'un parti autogestionnaire joue son rôle comme « intellectuel collectif de la classe ouvrière ». A partir de l'expérience internationale passée et des acquis théoriques du marxisme, il peut, comme dit Hacuitex, « théoriser les

Le Conseil national de la CFDT qui se déroule du 24 au 26 avril risque de nous laisser sur notre faim, si nous en attendons un démarquage très clair par rapport aux choix passés (élection présidentielle, Assises pour le socialisme) ou si nous en attendons une analyse des luttes actuelles en lien avec les divisions PC-PS. Après avoir mis la CFDT à la remorque du processus de restructuration du PS, la direction confédérale relance le débat parti-syndicat en réaffirmant « l'autonomie engagée de la CFDT ». Pour beaucoup de militants et de syndicats de base, cette autonomie a été engagée en sens unique, celui du PS. C'est ce malaise que traduisent deux textes contra-

où sont les

luttés pour en tirer les conséquences politiques sur un plan plus général de prise du pouvoir ».

L'engagement politique des militants syndicaux est nécessaire, non pour servir d'agents électoraux au parti, mais pour lui apporter leur expérience dans cette élaboration collective et, en retour, pour éclairer l'action syndicale par une vue « plus globale et plus théorique ».

Pour une stratégie offensive de lutte des classes

Mais quel est l'enjeu de cette discussion au sein de la CFDT ? Il n'est sans doute pas purement théorique. S'agit-il de justifier rétrospectivement l'intervention du bu-

reau national « pour une restructuration politique du mouvement socialiste sur la base d'un projet de société » (27 mai 74), c'est-à-dire, en clair, pour renforcer le parti socialiste avec l'aide de M. Rocard ? Certains militants syndicalistes — comme ceux de Rhône-Alpes ou de la Construction — ont en effet pensé que leur adhésion pourrait faire évoluer le PS de parti social-démocrate en parti révolutionnaire. D'autres, comme ceux d'Hacuitex ou de la Basse-Normandie, ont condamné cette intervention « dans la vie interne des partis politiques ». Nous nous félicitons bien entendu qu'elle ait eu un impact relatif et qu'une grande partie de la confédération ait refusé toute inféodation au parti de Mitterrand. Mais en fait, sous cette forme, le débat est aujourd'hui dépassé.

Ce qui importe, ce sont les conséquences de cette orientation politique des dirigeants confédéraux sur l'orientation de la CFDT.

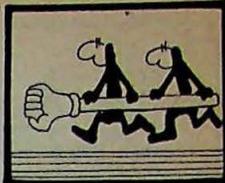
Le camarade Moreau déclare que la CFDT « n'est pas à la recherche d'une hypothétique organisation politique qui serait son répondant » et se refuse à constituer « le couple CFDT-PS ». Nous en prenons acte.

Mais l'autonomie de la CFDT n'est-elle pas mise en cause quand ses dirigeants adoptent la même optique électoraliste que le PS ? Lorsque, par exemple, pendant la campagne présidentielle, la CFDT ramène sa revendication du SMIC de 1 500 à 1 200 F pour ne pas gêner la gauche si elle parvient au pouvoir, reste-t-elle vraiment autonome ?

Les élections présidentielles ont montré la formidable puissance de la classe ouvrière et de la gauche. Peut-on dire qu'elles utilisent cette puissance pour faire obstacle à la politique giscardienne d'austérité et de chômage ? PCF et PS, quand ils ne se disputent pas une clientèle, réagissent par des meetings. Il s'agit pour eux de convaincre que leur



-t-il dit ?



dictoires avec celui du BN, présentés par Hacuitex et la Santé (dont nous publions des extraits). D'autres contributions (Construction-bois et Banques) sont également attendues. Cela permettra peut-être de donner de l'« unité de l'organisation » une autre conception que celle de la direction confédérale qui trace les limites du débat avant même que celui-ci ait eu lieu. Pour clarifier les positions en présence, TS a donné la parole à divers courants de la CFDT ces dernières semaines. Yvan Craipeau, membre de la DPN du PSU, en tire aujourd'hui les premières conclusions.

divergences ?

programme de gouvernement ouvrirait des perspectives différentes. Mais nous ne sommes pas à la veille d'élections. Les travailleurs n'ont aucun espoir d'une solution gouvernementale de rechange par le jeu des élections. Pendant que la crise et le pouvoir les écrasent, devront-ils attendre 1978 ou 1981 ?

« Nous devons éviter. » écrit Hacuitex, que la classe ouvrière se considère toujours en période pré-électorale, comme veut le laisser croire la stratégie électorale des partis, car le risque est grand de subordonner notre action à cette stratégie ».

Or c'est précisément ce qui se produit. La CFDT participe à toutes les luttes ouvrières. Mais elle ne prend aucune initiative pour impulser la lutte commune contre le plan d'austérité. Or, comme écrivait Hacuitex en janvier 1974 « c'est dans les luttes communes que doit se créer et se développer l'union des forces populaires qui agissent ensemble sur une base de classe ».

En 1972-73, lors du mouvement des Lip, la CFDT constituait le pôle de référence pour les luttes ouvrières. Aujourd'hui, elle mène des luttes locales, mais, nationalement, elle apparaît comme le brillant second de la CGT. Et cela, alors que l'expérience de Lip devient un acquis pour toute la classe ouvrière. On vient de voir par exemple les travailleurs de Renault au Mans, reprendre à leur compte la revendication d'augmentation uniforme et la révision antihiérarchique de la grille des salaires. Leur « grève de l'enthousiasme » organise le contrôle massif des cadences et s'avère une arme redoutable de la classe ouvrière. Peut-on dire que la CFDT ait joué le même rôle qu'au temps de Lip pour populariser ces mots d'ordre et ces formes de lutte ? Le camarade Maire se borne à protester pour que « les divergences au sein de la CGT » ne se règlent pas sur le dos de la CFDT.

La gauche de la CFDT

Que la CFDT retrouve son dynamisme de naguère, ce n'est pas seulement son propre intérêt ; c'est l'intérêt majeur de la classe ouvrière et du socialisme. La fédéra-

tion Hacuitex rappelle quelques uns des principes qui ont fait la force de la CFDT au temps de Lip :

- « la pratique des AG comme à Lip, aux tanneries d'Annonay et ailleurs,
- les nouvelles formes de lutte où les travailleurs sont pleinement actifs,
- des revendications crédibles... qui... remettent en cause la logique de la société capitaliste,
- contrôle ouvrier : les travailleurs veulent prendre en charge les décisions qui les concernent directement et décider collectivement de l'action. Hacuitex précise : « progressivement, à mesure que nous avancerons, le contrôle ouvrier et populaire devra se transformer en pouvoir réel des travailleurs, véritable contre-pouvoir, par rapport au pouvoir central. En fait, c'est l'annonce des conseils ouvriers d'entreprises et conseils populaires dans les quartiers. »

Sur ces orientations se retrouvent beaucoup d'autogestionnaires, malgré des appartenances ou des préférences politiques différentes.

Les camarades de la Loire déclarent, avec raison :

« Dans la CFDT, ce qu'on appelle la gauche, ce n'est pas le CERES, mais un ensemble d'organisations qui, elles-mêmes, sont avant tout marquées par leur base. Il y a, dans ce courant, des organisations qui n'ont pas fait le même choix que nous comme Hacuitex, la Basse-Normandie... Cette gauche, dont les frontières ne sont pas du tout rigides, ne se définit pas par rapport à un parti politique, mais par rapport à une option de classe, une certaine conception du rôle d'une organisation de classe et de masse comme la CFDT. Et nous n'avons jamais autant fait bloc que depuis quelques mois ». Nous attendons qu'ils le prouvent autrement que par un constat et qu'ils prennent des initiatives dans ce sens.

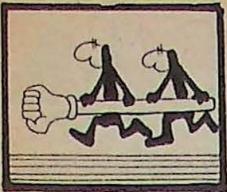
Ce serait là le gage, non seulement du redressement de la CFDT, mais d'une riposte efficace à l'offensive capitaliste.

YVAN CRAIPEAU ■

Le doigt dans



C'enghe nage...



fédération de la Santé éviter les exclusives

La fédération de la Santé, comme celle d'Hacuitex, présente un texte différent de celui élaboré par le bureau national pour le conseil national de la CFDT. Cette contribution au débat est importante car elle vient d'une fédération dont les composantes politiques sont très diversifiées et s'expriment nettement. Son bureau fédéral avait condamné la méthode utilisée par la direction confédérale pour engager la CFDT dans l'opération « assises pour le socialisme ». Pourtant les deux tiers de son conseil fédéral en avaient approuvé les objectifs politiques. Six mois après, les militants ont éprouvé le besoin de clarifier les positions adoptées et auraient souhaité le report de la discussion au mois de septembre prochain pour mieux le préparer.

Cette proposition fut refusée lors du conseil national d'octobre. Une discussion a cependant eu lieu dans la fédération et un texte de compromis a été rédigé par le bureau fédéral.

Nous en publions ici les passages les plus significatifs.

Y.S. ■

Lutte politique — lutte syndicale

« Dans sa lutte contre le capital, la classe ouvrière mène un combat à la fois économique et politique. Ce combat de classe sur les deux terrains est différent et complémentaire... Se limiter à la lutte économique conduit à l'intégration de classe : c'est aménager socialement le système d'exploitation. Se cantonner dans la lutte politique de propagande, sans lien avec la réalité que vivent les travailleurs, c'est développer une théorie coupée des masses ».

Sur ce point, le texte de la Santé rejoint les positions confédérales mais il les nuance en ce qui concerne les rapports entre les sections syndicales et les sections ou cellules politiques en montrant les limites et contraintes de l'action syndicale.

Rapports Parti-Syndicat dans l'entreprise

« Au contraire des cellules et sections politiques, actuellement le syndicat a une place officielle dans l'entreprise... Le Conseil fédéral constate que la section syndicale d'entreprise, de par sa situation réelle dans l'entreprise, est soumise à certaines contraintes :

- le niveau de prise de conscience des travailleurs,
- les forces syndicales et politiques en présence,
- la ratification de son action syndicale, notamment au travers des diverses élections qui se déroulent dans l'entreprise entre autre. »

« L'ensemble de ces éléments dont elle doit tenir compte au plus près lui impose dans bien des cas une limite dans l'affirmation et l'expression de ses positions de classe. La critique réciproque des deux sections, syndicale et politique, n'est donc pas égale en fait puisque l'expression de la section syndicale d'entreprise est plus limitée. La section ou cellule politique doit en tenir compte car elle risque dans ses interventions publiques de dépasser un seuil au-delà duquel ses interventions peuvent nuire à l'organisation syndicale et seraient donc en fait contraire aux intérêts des travailleurs et à l'unité du combat ouvrier ».

Action politique et perspectives autogestionnaires

Quant à la dimension des luttes politiques, la fédération de la Santé souligne qu'aucune exclusive ne saurait être faite contre telle ou telle force politique. Elle n'établit pas la distinction sans appel du texte confédéral : la revendication et la lutte au syndicat en fonction de son projet stratégique, la propagande aux partis.

« Dans cette lutte contre le système, toutes les organisations ont leur place et il nous semble logique que les cellules ou les sections politiques composées elles aussi de travailleurs participent aux luttes de l'entreprise. Des actions communes sont possibles avec tous les partis de gauche et d'extrême-gauche sans exclusive, sur des actions précises, le syndicat gardant son indépendance sur la base de ses perspectives, ses objectifs, sa stratégie. »

La démocratie dans l'organisation

C'est essentiellement par rapport à la possibilité des militants politiques de s'exprimer dans l'organisation syndicale que le texte de la fédération de la Santé établit un clivage, qui sera très débattu, par rapport à celui du bureau confédéral.

« L'expression des minorités doit être garantie à tous les échelons de l'organisation. Cette expression et cette confrontation doivent avoir les moyens de s'organiser. Cela suppose que toute l'information soit diffusée et que le plus grand nombre puisse y avoir accès et puisse l'utiliser (nécessité de la

formation). Cela suppose que, si des positions différentes sont en présence, les mandats soient partagés jusqu'au lieu où la décision doit être prise... Les règles de fonctionnement démocratiques doivent s'appliquer à tous les échelons de la structure ».

Les responsables de la fédération de la Santé pensent qu'il faudra inventer de nouvelles formes de circulation de l'information pour qu'un vrai débat politique puisse avoir lieu et qu'on ne doit pas se contenter, comme le fait le texte confédéral, de jeter des exclusives contre toute tendance (aussitôt assimilée à une fraction) se constituant à partir d'un problème politique.

Sur la transition au socialisme

Le texte de la Santé sur ce point précise, beaucoup plus que le texte du BN, la nécessité de renversement de l'Etat bourgeois (et pas seulement sa transformation).

« Les modalités du passage de la situation actuelle à la transition seront fonction du contexte économique, politique, social, de la montée et de la forme des luttes : c'est ainsi qu'il y aura ou pas d'élections (cf. le Portugal ou la situation de mai 68). De toute façon, la mobilisation n'est soumise à aucune échéance électorale. Elle n'est pas une simple force d'appoint... La convergence des actions menées par toutes les organisations ouvrières doit, dans les délais les plus courts en fonction du rapport de forces, amener la destruction des structures oppressives de l'Etat bourgeois (armée, police, enseignement, information, etc...) ainsi que des transformations au plan économique ».

● HEC : personnel en grève

Depuis le mardi 15 avril, 150 travailleurs du CESA-HEC sont en grève illimitée. Ils demandent l'amélioration de leurs conditions de travail, les 41 h en cinq jours pour tous, la diminution des charges pour les femmes de ménage et le remplacement en cas de maladie. La direction refuse de négocier tant que les travailleurs sont en grève !

Alors, les grévistes s'organisent : deux fois par jour, ils se réunissent en assemblée générale pour décider des formes à donner à leur mouvement, pour tenir moralement et financièrement. Déjà, la solidarité s'est développée parmi les élèves et les autres établissements dépendant de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris dans lesquels des débrayages de soutien ont eu lieu. Partout, des collectes sont faites pour soutenir les grévistes en lutte. Car contrairement à ce que pensent les pontes de la Chambre de commerce, cette grève n'est pas un « jeu » pour des salariés qui gagnent moins de 2 000 F par mois et travaillent dans des conditions de travail particulièrement dures.

● Loire : les ouvriers d'Avyac ont gagné

Après un mois de grève au Chambon Feugerolles, dans la Loire, avec occupation, les 160 travailleurs horaires de chez Avyac ont gagné. Le 11 mars, la direction refusant leurs revendications, ils décidaient la grève avec occupation des locaux, reconductible de 24 heures en 24 heures.

Brèves sociales

Tout en laissant pourrir la grève, en refusant de vraies négociations, la direction fait appel à la répression. Le 18 mars, 10 ouvriers, dont 8 délégués, sont traduits devant le tribunal des référés pour obliger les travailleurs à procéder à l'évacuation de l'usine (prononcée le 20 mars). Le 24 mars au matin, sous prétexte de liberté de travail et avec la bénédiction de la direction, les mensuels entrent par effraction dans les locaux : c'est le début de l'escalade. Dans l'après-midi, une camionnette de l'entreprise force l'entrée et renverse volontairement 3 ouvriers du piquet de grève.

Face à ces provocations, l'ensemble des travailleurs manifestent massivement le 25. Malgré le sectarisme du PC et l'absence remarquable du PS dans cette lutte, la section du PSU engagée depuis le début au côté des travailleurs d'Avyac propose la création d'un comité de soutien et l'unité des syndicats, des partis politiques de gauche et des organisations populaires pour dénoncer les méfaits du plan d'austérité dont ce conflit n'est qu'un des multiples exemples et passer à l'offensive.

Si ces propositions pour une action unitaire n'ont pu déboucher concrètement, il n'en est pas moins vrai que le soutien et la présence de militants de la section locale PSU sur les lieux mêmes de la lutte ont contribué à son issue victorieuse. Un protocole d'accord est signé le 5 avril satisfaisant les revendications principales des travailleurs.

Ce succès dans la bataille pour l'emploi montre la nécessité, malgré le sectarisme étroit de certaines organisations, de construire et de renforcer l'unité de luttes des travailleurs pour développer une dynamique entraînant toutes les forces du mouvement ouvrier et passer à l'offensive contre le plan d'austérité.

la conférence de la CNE du PSU à Colombes :

Militer dans l'entreprise

▲ Réunis à Colombes les 19 et 20 avril, les militants d'entreprises du PSU ont fait le point sur la participation du parti dans les luttes actuelles et le niveau de son implantation sur les lieux de production.

C'est la première fois qu'ils se trouvaient réunis depuis le congrès d'Amiens. Aussi l'ambiance était-elle chaleureuse : les militants qui avaient gardé leur confiance dans le parti accueillent d'autres militants, venus renforcer leurs rangs par la suite. La volonté de relancer sérieusement le secteur entreprise était dans tous les propos. Les repas pris en commun, sur les lieux mêmes de la conférence, ajoutaient à la chaleur fraternelle de tous les débats.

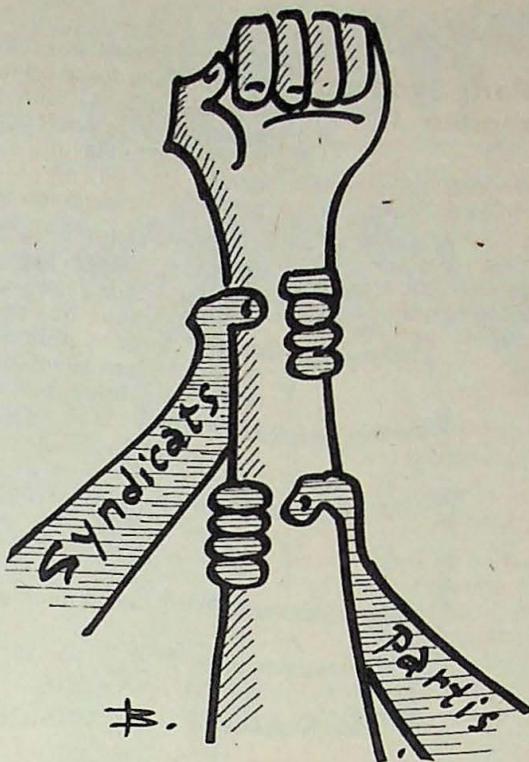
En marge de la conférence proprement dite, une séance de vidéo sur le meeting de la veille a d'ailleurs apporté sa part de détente. Dans la matinée du dimanche, sur le marché, à la porte même de la conférence, les travailleuses d'Everwear (Saint-Quentin) ont expliqué leur lutte à la population et vendu la totalité de leur fabrication. Car, comme à Lip, elles fabriquent, elles vendent, elles se paient...

Les travaux se sont déroulés essentiellement au sein de quatre commissions : la crise, l'emploi et le pouvoir d'achat ; les rapports parti-syndicat ; les militants dans l'entreprise ; le projet d'institut ouvrier.

Sur le premier point, l'accord s'est réalisé rapidement pour reconnaître une aggravation permanente du chômage total et partiel : il apparaissait clairement que, face à cette situation, le gouvernement préfère axer ses in-

terventions contre l'inflation, comme si elle était la cause et non la conséquence du marasme économique actuel.

Les militants d'entreprises du PSU, face à



l'offensive de la bourgeoisie contre les travailleurs, ont réaffirmé leur accord global avec les réponses politiques proposées par le parti depuis le congrès d'Amiens, en insistant en particulier sur le contrôle ouvrier et l'unité populaire. Ils ont également préconisé des initiatives de type « comités de chômeurs ».

La seconde commission a débattu longuement sur le problème des rapports parti-syndicat. C'était un des points forts de cette conférence : tout le monde l'a compris. Aussi la motion parti-syndicat a-t-elle été fortement débattue aussi en assemblée générale.

La troisième commission avait pour tâche d'aborder le problème du militant politique dans l'entreprise. Aux réponses apportées aux questions du type « pourquoi et comment militer dans l'entreprise », les participants ont pu mesurer le pas en avant fait par l'ensemble des militants d'entreprises sur ce problème. Cette nécessité devient de plus en plus évidente, et une assez importante majorité lui donne même le pas sur le militantisme syndical. En conclusion, cette commission a émis un certain nombre de moyens qui lui paraissent nécessaires pour faire du secteur entreprise le secteur prioritaire du parti.

Enfin le quatrième point abordé à Colombes, celui du projet de l'institut ouvrier, fut très débattu, en commission, comme en assemblée générale. Le PSU ne peut pas se désintéresser d'un projet qui, par bien des aspects, rejoint les préoccupations de militants dans les luttes.

Aussi ce projet, relancé par cette conférence, avec les remarques de ceux qui auront à l'animer s'il voit le jour, doit-il être repris par tout le parti, dans les semaines à venir, pour qu'en soient esquissées les formes définitives.

Robert RIVAL ■

Le contrôle et l'autogestion

Les militants d'entreprises du PSU, réunis en conférence nationale les 19 et 20 avril, se sont fait l'écho des luttes nombreuses et acharnées qui se déroulent en France pour la préservation de l'emploi et le maintien du pouvoir d'achat.

Ces luttes sont la conséquence directe de l'application du plan d'austérité et de restructuration capitaliste du gouvernement et du CNPF.

L'offensive du pouvoir se double de la volonté de démontrer l'inutilité ou la nocivité des actions revendicatives.

La concertation tant prônée n'est plus qu'un leurre, et la politique contractuelle une tromperie dissimulant la dégradation des conditions de vie des travailleurs, ou sanctifiant les choix du gouvernement et des patrons.

De même, le refus de prendre en compte les revendications des travailleurs s'accompagne de la volonté de CASSER LES GREVES, en choisissant la voie du pourrissement dans les conflits et celle de la répression, comme on l'a constaté lors des grèves des PTT et de Renault.

La combativité ouvrière demeure grande et son esprit d'initiative ne se dément pas.

La « grève de l'enthousiasme » des OS de Renault au Mans, comme le « on fabrique, on vend, on se paie », d'EVERWEAR à St Quentin en sont la preuve vivante.

Cependant, les travailleurs deviennent de plus en plus conscients que leurs actions sont bien souvent ignorées ou isolées et que le soutien dont ils bénéficient de la part de leurs

syndicats CGT et CFDT reste la plupart du temps LOCALISE.

Les luttes, ainsi livrées à elles-mêmes, débouchent parfois sur des impasses telle la tentative des travailleurs de MANUEST constituant une coopérative ouvrière en régime capitaliste. MAIS LES TRAVAILLEURS N'EN SONT PAS RESPONSABLES dans la mesure où leurs luttes ne s'intègrent pas dans un véritable projet politique, et restent sans perspectives autres que celles d'élections législatives... en 1978.

L'activisme ne peut remplacer l'absolue nécessité d'offrir aux travailleurs une véritable stratégie S'APPUYANT ET INTEGRANT les luttes d'AUJOURD'HUI.

Les travailleurs veulent des augmentations uniformes

(200 F dans les PTT en novembre, 250 F à Renault-Le Mans en mars).

Ils refusent les statuts patronaux de division multipliant les catégories et individualisant le salaire.

Les plus exploités remettent en cause leur condition de robots sans espoir.

En prenant en mains la défense de leurs intérêts, en contrôlant leurs cadences, en occupant leurs entreprises, en redémarrant la production comme chez LIP et EVERWEAR, en associant la population par la vente de leurs produits, les travailleurs confirment l'actualité de la politique d'unité populaire et la validité de la stratégie de contrôle et d'autogestion incarnée par le PSU.

Résolution politique adoptée par la CNE-Colombes ■

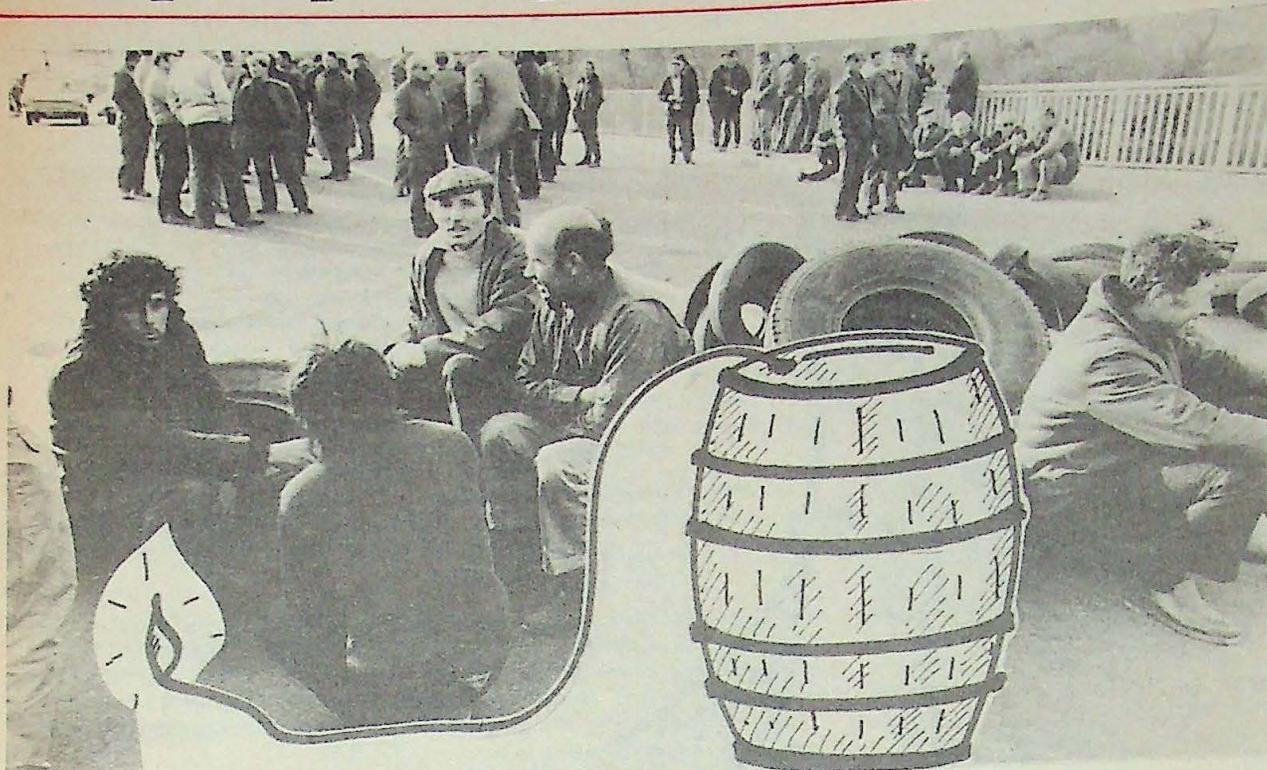
Liste n° 3 Librairie

Dossier « immigration » Y.F. Visser — Tema	18,00
La révolte des canuts. 1831-1843 - J. Perdu — Spartacus ..	11,50
La tragédie de Cronstadt. 1921 - P. Avrich — Le Seuil	10,50
Cours, camarade, le P.C.F. est derrière toi - M. Manceaux et J. Donzelot — Gallimard	15,00

Dossier « D » comme drogue - A. Jaubert — Alain Moreau	38,00
Hongrie 1956 - A. Anderson — Spartacus	12,50
Le sang ouvrier - G. Mury — Le Cerf	10,00
Prix réel	115,50
NOTRE PROPOSITION : FRANCO	100,00

Commande et règlement à :
EDITIONS SYROS 9 Rue Borromée.
75015 PARIS - C.C.P. 19 706 28 PARIS.

une crise et quelques questions



Les ministres de l'Agriculture réunis à Bruxelles le 15 avril ont décidé de permettre à nouveau la libre circulation des vins dans les pays du Marché Commun et d'accroître, en France comme en Italie, les quantités mises à distillation pour résorber la surproduction des vins stockés et invendus. Est-ce suffisant pour résoudre le problème de l'organisation de la production et du négoce du vin ?

Des milliers de viticulteurs ont pour seul revenu la culture de la vigne. Leur produit étant bloqué dans les caves coopératives, ils ne perçoivent pas un sou depuis des mois. En revanche, ils sont contraints de continuer à payer leurs dettes au Crédit agricole et les frais de vinification à leur coopérative.

50 000 viticulteurs se sont donc mobilisés sous l'égide des comités viticoles et sous la houlette des Maffre-Baugé, Tessier, Courret ou Soulié. Ces « grands prêtres » prêchent la guerre sainte de l'unité occitane, la défense de son peuple et de sa production traditionnelle : le gros rouge. Après la guerre aux vins algériens, guerre à l'Italie qui nous inonde de ses vins « trafiqués ».

Le mot d'ordre « halte aux importations » est le seul qui soit toléré ; pas un mot sur le négoce international, sur les causes de surproduction de la « piquette », sur la remise en cause de l'organisation capitaliste du marché et de la production viticole.

une drôle de galère

Or, dans le Gard, l'Hérault et l'Aude, ce sont les gros producteurs de plaine qui inondent le marché de ces vins, invendables en l'état, mais

qui permettent des profits juteux grâce aux coupages et jettent le discrédit sur nos vins naturels du midi qui, eux, sont produits par les petits et moyens viticulteurs. Ceux-ci ont suivi les conseils d'amélioration de cépage et de vinification ; ils se sont endettés pour doter leurs coopératives de moyens modernes de vinification. Aujourd'hui, ils voient leurs efforts se tourner contre eux ; ils ne peuvent plus vendre leurs vins.

Ces petits producteurs qui se trouvent rassemblés dans les organisations de masse à caractère anticapitaliste — Lutte Occitane, MODEF, Paysans-travailleurs — ont eu le sentiment d'être embarqués à Sète dans une drôle de galère !

A Montpellier, les viticulteurs occupent le consulat d'Italie, font des barrages, attaquent les dépôts SNCF, vident wagons et camions transportant les vins italiens ; quelques hectolitres de vins corses ont péri dans la mêlée, mais peu importe, personne n'en parlera !

Nos camarades sont de plus en plus réticents pour participer à ces actions : ils ont l'impression d'être mal compris par leurs alliés naturels, tous les travailleurs de la région, frappés durement par la crise de l'emploi, la vie chère, le départ des jeunes vers le Nord.

le pouvoir laisse faire

Le pouvoir (qui frappe si durement les paysans-travailleurs quand ils distribuent des produits importés par les trusts à des ouvriers en grève ou dans des quartiers populaires) n'a-t-il pas tout intérêt à laisser libre cours à ces actions de destruction, de casses des dépôts de la SNCF, pour enrayer justement cette unité ouvriers-paysans qui a pu se nouer dans les luttes de ces dernières an-

nées et au Larzac. L'affaire de Sainte-Foix la grande (voir TS n° 653) a ouvert les yeux de ceux qui doutaient encore.

Malgré toutes les ambiguïtés du mouvement, aucune organisation politique ou de masse de gauche n'a la possibilité ou le courage de prendre position. Les militants paysans-travailleurs, du MODEF, ceux qui appartiennent à des organisations politiques de gauche ou d'extrême-gauche, se rencontrent dans les villages, les cantons et discutent avec des militants syndicalistes ouvriers.

Certains refusent de participer à de telles manifestations ; ils veulent pouvoir s'exprimer dans les comités viticoles mais on les en empêche et les paysans du Larzac sont exclus : motif, c'est un autre problème. Les hésitants, les récalcitrants reçoivent des menaces écrites, collées sur leur porte : « si tu ne

Epilogue de la lutte des viticulteurs : la lutte générale des ouvriers et des paysans dans leur région ? Le comité de lutte contre l'entrée des vins italiens vont être achetés en priorité

Les ouvriers de SOCOMAT ont décidé de garder leur emploi depuis le 15 avril. Ils fabriquent, vendent et se paient dans une dizaine d'entreprises du département. Ils ont créé un comité de soutien pour aider les autres travailleurs à les rejoindre. Ils s'engageront dans l'unité des travailleurs de ce pays.

viens pas avec nous le 15, tu es un jaune, on viendra te chercher avec un fusil ».

lever les ambiguïtés

Ils sont tous décidés à se battre et à faire entendre d'autres revendications : c'est ce qu'ont fait, à Montpellier, des militants paysans PSU et des camarades Paysans-travailleurs et du MODEF. A la suite de cette rencontre, la commission nationale du PSU appelle les travailleurs de la terre, paysans, viticulteurs, ouvriers agricoles à rechercher l'alliance avec les travailleurs d'autres secteurs.

Ensemble nous imposerons le contrôle des travailleurs sur les circuits de distribution et le négoce, responsables directs de la situation faite aux viticulteurs français aussi bien qu'italiens. Nous devons exiger du Crédit agricole un moratoire pour le remboursement des emprunts, réservé aux seuls viticulteurs exploitants à part entière.

Seuls ces viticulteurs auront droit d'exercer le contrôle et la gestion des coopératives, exception faite pour les ouvriers agricoles cultivant une parcelle de vignoble en plus de leur emploi ou travaillant dans ces coopératives. Les cumulards ayant des intérêts dans les sociétés de transformation et de distribution et monopolisant les productions de basse qualité seront contraints de céder le contrôle aux véritables victimes de la crise.

MAGUY GUILLIEN ■

Dans le Var aussi...

Les viticulteurs du Var se sont associés à la manifestation de Sète, à la fin mars, en précisant bien leur position. La plupart des viticulteurs varois crèveront la faim avec le prix de la distillation. En effet, les rendements sont généralement chez nous beaucoup plus faibles qu'en Languedoc. Dans bien des exploitations du centre-Var, le rendement ne dépasse pas 50 hect. /h.

Dans le Var, il est évident que cumulards et petits paysans ne se battent pas pour la même chose. Le « meneur de jeu » de toutes les actions de notre région est Gassier, propriétaire de 300 hectares de vignes, alors que la propriété moyenne est ici de 8 hectares. Cela situe le problème.

Pour les vins d'Italie, l'hostilité est générale de la droite aux militants révolutionnaires : en effet, les Italiens n'ont aucune réglementation : ni quantum, ni limitation de sucrage, ni réglementation au droit de plantations, etc... Dans ces conditions il n'est vraiment pas possible de bosser ensemble. Notre animosité s'adresse au système, bien sûr, et non pas aux viticulteurs italiens.

Mais il faut choisir entre ne rien faire, ou aller bloquer sur les routes et voies ferrées des travailleurs comme nous pour le profit des gros pinardiens notables et pour pouvoir nous-même ramasser quelques miettes. Quelques discussions avec des automobilistes et camionneurs prouvent toutefois qu'ils sont sensibles à nos problèmes.

A.ABBE ■

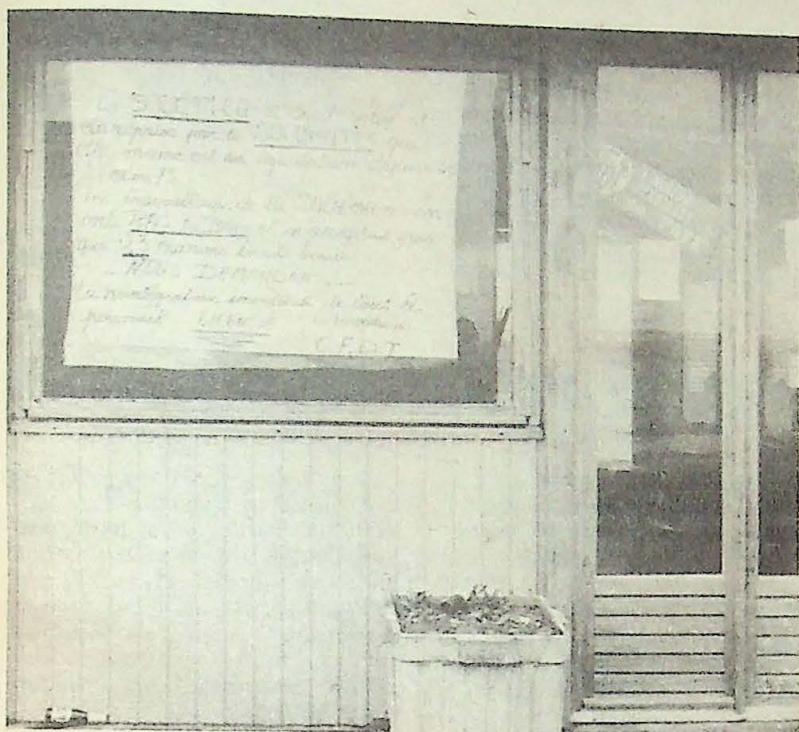
eurs du midi ou tournant vers une
paysans pour la défense de l'emploi
cole annonce la fin des actions
seront stockés : les vins du midi
es négociants.

à Pézenas, en grève active pour
vril 75, passent à l'offensive ; ils
ls ne veulent pas périr comme la
ent dont les ouvriers sont à la rue.
la CFDT appelle les paysans et les
es viticulteurs, les militants occi-
ur lutter contre la liquidation des

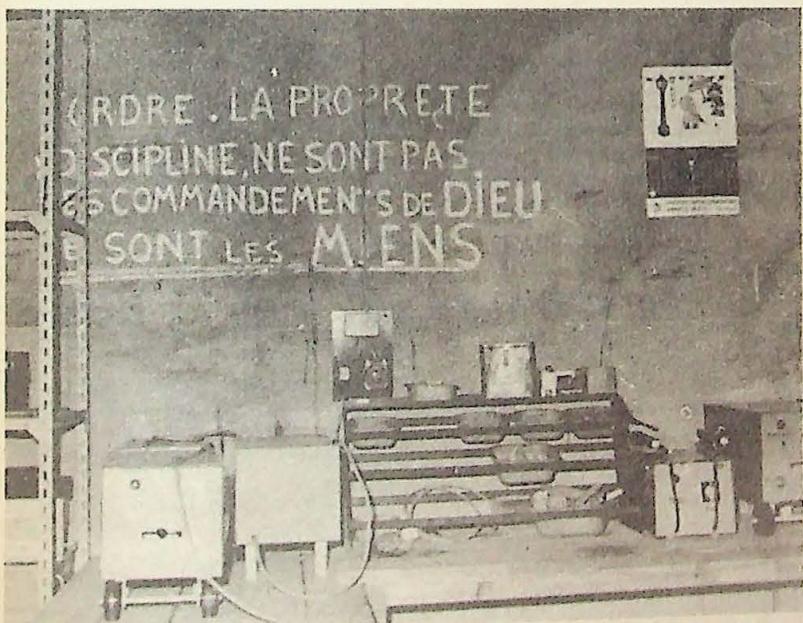
la Solaméa à Pezenas la réalité dépasse la fiction

En sortant de Pézenas, ville de Molière au passé historique prodigieux, aux rues, maisons et échoppes du grand siècle, tout près des vignes, dans le désert industriel du Languedoc bradé au tourisme capitaliste, là où la prolétarianisation des petits viticulteurs sue la misère, une nouvelle

usine est née, il y a dix ans, avec discours et notables : la SOLAMEA, espoir de vie avec ses 200 emplois dans ce coin occitan où la seule issue pour les jeunes est la valise, dans ce coin de l'Hérault, champion du chômage (19 000 chômeurs, deux fois l'indice national).



Les travailleurs en grève depuis le 4 avril ont placardé sur l'entrée des bureaux un panneau annonçant les raisons de leur lutte. Le patron, M. Noël, étant d'une incompétence notoire, l'affaire a été mise en règlement judiciaire. La société continue néanmoins à poursuivre son activité mais réduit fortement ses effectifs : de 130, le personnel tombe à 23 personnes en septembre 1974. Le tribunal donne la gérance à la SOCOMATEC, une société de construction de matériel technique, qui s'engage à garder l'ensemble du personnel restant et à reprendre celui qui se trouve en chômage technique.

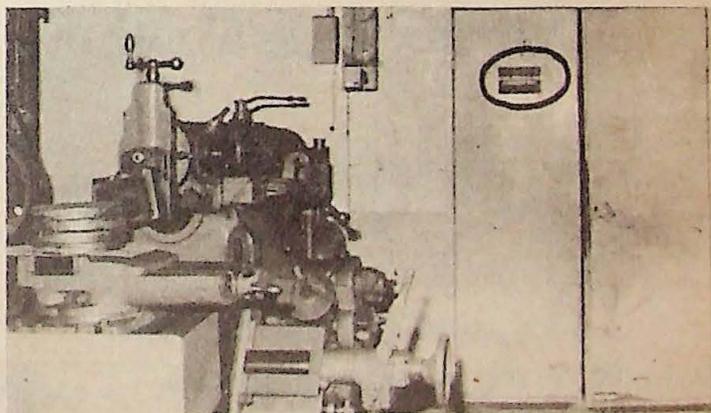


Las ! le 27 mars, le tribunal prononce la liquidation des biens de la SOCOMATEC, malgré un carnet de commandes estimé à deux millions et décide la reprise d'exploitation par la SOLAMEA qui ne dispose d'aucun fonds. M. Noël, ancien para, a, il est vrai, des appuis : SAC, etc. Les travailleurs découvrent d'ailleurs d'« étranges choses » lorsqu'ils décident d'occuper l'entreprise à la suite de l'annonce des 23 licenciements.



Les travailleurs s'organisent (ici, dans le réfectoire-chiottes) ; ils ont formé un comité de grève et créé des commissions sous l'impulsion de la CFDT : information, action revendicative, sécurité et service d'ordre, gestion et production, défense des droits.

Une délégation CGT-PC-PS est venue offrir ses bons offices et « organiser la grève ». Elle n'a eu d'autre ressource que d'organiser à l'extérieur un « comité de soutien » dirigé par M. le maire, Jean Bene, nctable du PS, ex-sénateur, président du conseil général, administrateur du **Midi-Libre**, et sévissant dans bien des organismes. Le PSU, lui, met ses moyens à la disposition des travailleurs pour populariser la grève et participer à la solidarité.



A l'exemple des LIP, les grévistes ont décidé de fabriquer eux-mêmes du matériel électrique pour se payer. Mais les machines (voir notre photo) n'ont aucun dispositif de sécurité. Sur la porte un panneau « Si vous attrapez la polio, ce sera votre faute ». En un seul jour, plus d'un million et demi ont été recueillis, et, depuis, la solidarité ne s'est pas démentie. Cette grève, en effet, est la première grande lutte offensive dans la région depuis plusieurs années. Le département connaît une vague de licenciements sans précédent, et, jusqu'à présent, personne n'avait réagi.



étudiants

CHU Lariboisière :

On occupe, on s'installe, on conteste

Depuis 1968, date de sa création, le CHU Lariboisière-Saint-Louis est resté un CHU de papier : pas de locaux, caves et greniers servant de salles de cours, cinquante places de bibliothèques pour plus de trois mille étudiants... La construction doit avoir lieu sur l'emplacement de l'hôpital militaire Villemin, et la première pierre fut posée il y a six ans. Depuis, la deuxième pierre s'est perdue...

Pour obtenir la signature du ministre des armées, le conseil d'UER n'a rien trouvé de mieux que de « lockouter » les étudiants en décrétant la suspension des

cours, et surtout de « menacer » le ministère de réduire à quatre-vingt le nombre d'étudiants admis chaque année. Appliquant sans broncher la sélection (concours, numéris clausus...), les mandarins voulaient se servir des étudiants pour taper sur le ministère ! De plus, le doyen demandait aux étudiants leur confiance et leur soutien, ce que l'UNEF (renouveau) lui a accordé en organisant une manifestation au ministère ! « **Irresponsable et emmerdeur** » : voilà les deux réponses qu'offrit le ministère au doyen de la faculté venu quémander pour la grandeur de la médecine française...

Le comité d'action-santé allait, en s'engageant dans la lutte, en modifier les formes et le contenu. En effet, pour nous, la question du CHU ne peut être dissociée de la politique du pouvoir en matière de santé et de la sélection dans les études de médecine. Sur proposition du CAS, l'assemblée générale a décidé de placer son action dans ce contexte, et de transformer la « visite guidée » de Villemin, organisée par le doyen, en occupation active. Cinq cents étudiants sont partis en manif chercher dans les différents locaux « insalubres » du CHU de quoi installer leur « CHU sauvage ».

L'opération-déménagement a donc été menée — avec la caution écrite du doyen qui abdiquait ainsi toute autorité sous la pression des étudiants en lutte — tables, chaises, tableaux ont été installés à Villemin ; le soir même un cours s'y déroulera.

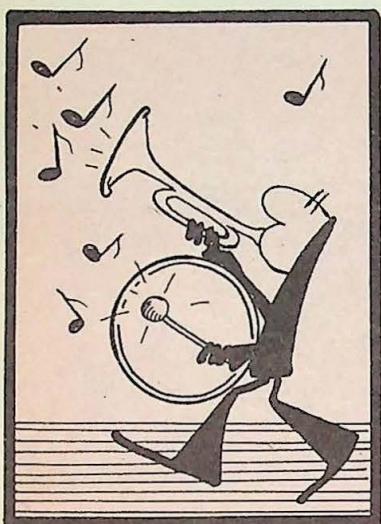
Organiser des cours traditionnels ne peut être suffisant pour approfondir l'action : des contre-cours ont donc été mis en place, pour souligner les carences des programmes. En effet, la contraception, les méthodes d'avortement, la prévention, la pathologie du travail sont absentes

du programme des études, et il ne s'agit pas d'un simple oubli. Tout est fait pour séparer la maladie de ses causes et de ses implications sociales, et pour maintenir le mythe de la neutralité de la médecine. On peut se demander si, après le vote de la loi Veil, la fameuse clause de conscience, qui permet aux patrons de service de refuser pour tout leur personnel la pratique de l'avortement, ne leur permettra pas de refuser d'enseigner ces méthodes.

La projection d'**Histoire d'A** dans Villemin occupé, le cours de médecine du travail à la gare d'Est ont montré la volonté des étudiants d'avoir un droit de regard sur le contenu de l'enseignement et de faire le lien avec les préoccupations de l'ensemble des travailleurs.

Une telle lutte, utilisant l'arme autogestionnaire — occupation, installation, contre-cours — s'inscrit dans le cadre de la crise de l'institution médicale ouverte par mai 68 et qui se manifeste aujourd'hui par le refus du Conseil de l'ordre et les attaques contre les trusts pharmaceutiques.

Michel TAVERNIER - Patrick SILBERSTEIN ■



Fête du P.S.U.

7 - 8 juin
Meudon

C. NOUGARO et BADEN-POWEL - M. LEFORESTIER - C. MAGNY - J. HIGELIN - B. LAVILLIERS - H. TACHAN.

J.P. VERDIER - T. REBULL - José ALFONSO - Toto BISSAINTHE - CLAIRE - Mohamed AMMAM -

Maïté IDRIN - C. ANTONINI - C. ANDREU - Y. SAGEL - VANIA - Festival de la Chanson Inconnue. F. LEA - DOUBY.

THEATRE - Théâtre de l'ECUME Théâtre INDIEN : Troupe EARTH MOTHER THEATER - Ballet du MALI - « SOIF » par la Compagnie POUMILESCO.

Groupe folklorique de travailleurs africains...

WAC - HELDON - MALICORNE - Quarteto CEDRON - KARAXU - CASTELHEMIS - PULSAR - MASS-DEVIA...

Animation par le collectif RITA-GALFOUL

Animation enfants par le Théâtre du SOLEIL

nombreux bars et restaurants

BAL POPULAIRE avec Roger MASON

Les 10 et 11 mai
aux Halles de la Villette
(M^o Porte de Pantin)

Politique hebo

Organise une grande fête
de la libre expression culturelle et politique

Pour financer le supplément périodique
« débat unitaire »
de la gauche révolutionnaire

THEATRE :
Du Soleil, L'Aquarium, Agit, L'Unité, etc...

CINEMA :
Section S. de Costa Gavras, Plusieurs grandes avant-premières, (Allonsanfan - Kafr Kassem - Les jours Gris, et une dizaine d'inédits) etc...

CHANSONS :
François Béranger, Roger Siffer, J.P. Verdier, Brigitte Fontaine, Isabelle Parra, Gilles Servat, etc...

CABARET :
Rufus, Patrick Font, Philippe Val, J. Debronckart, etc...

MIME :
Ph. Pouchain, Yves Riou, A. Vidal.

POP :
EXMAGMA, AMESON, LARD FREE, WAC, etc...

JAZZ :
COHELMEC, Steve LACY, Michel PORTAL, etc...

SPECTACLES POUR ENFANTS
Le Bonhomme Rouge, L'Araignée, Marionnettes du Lapin Noir, etc...

DANSE :
Ballet Poumillesco, etc...

ET LES DEBATS : Justice - Ecole Armée - Immigrés - Autogestion etc...

La présence de nombreux mouvements en lutte - Méchoui avec les paysans travailleurs.

Je désire 1 billet valable 1 jour (1)
Je désire 1 billet samedi-dimanche (25 F)
Je désire 3 billets (60 F)

Tous les chèques, bancaires ou postaux, doivent être libellés à l'ordre de « Politique Hebdo », C.C.P. La Source 32 760 99 et adressés, avec ce coupon, à Politique Hebdo, 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 PARIS - Tél. 246.72.52.

(1) Cocher la case correspondant à votre choix.

Sur « Ant. 2 », le Front populaire 1936 : l'irruption



Mardi soir, aux « Dossiers de l'écran », **Le grand tournant** retraçait le film du Front populaire : la crise, le chômage, la misère renforcée par la politique déflationniste du pouvoir, la montée de l'hystérie fasciste, puis l'unité d'action qui se constitue spontanément le 12 février 34, le tournant nationaliste du PC qui transforme l'unité d'action ouvrière en bloc avec les radicaux, la victoire électorale de mai 36, les attermolements de Blum...

L'irruption spontanée de la classe ouvrière qui occupe les usines, bouscule les événements. Dans la joie d'une fête populaire, elle arrache des conquêtes inouïes : sans parler des augmentations de salaires (vite récupérées par l'inflation), ce sont les 40 heures, les congés payés, les délégués ouvriers, la dignité reconnue aux travailleurs. La Chambre (droite comprise) et le Sénat réactionnaire se hâtent

d'entériner ces conquêtes sociales, par crainte de perdre l'avantage, tandis que Thorez invite les travailleurs à terminer la grève. Les travailleurs lâchent les gages qu'ils tiennent pour faire confiance à leur gouvernement. Dès lors le film se déroule à l'envers : la bourgeoisie retrouve sa morgue ; Blum décrète la « pause » et renonce à procurer des armes à la République espagnole assaillie par les forces fascistes et nazies. Bientôt, il démissionne devant l'hostilité du Sénat. Les radicaux reviennent au pouvoir. C'est la réaction. La Chambre du Front populaire votera en 1940 les pleins pouvoirs à Pétain...

Le débat qui a suivi est resté médiocre. Le PC et les représentants de la droite s'en sont pris au « manque d'objectivité du film » qui bouscule en effet l'imagerie officielle du bon gouvernement de gauche se hâtant de mettre en œuvre un programme social.

Mais Chambaz s'est bien gardé de dire ce qui est faux dans ce rappel des faits. « **Ce qu'il y a de nouveau aujourd'hui**, explique-t-il, **c'est que la gauche a un programme commun** ». « Erreur, répond l'historien Lefranc, **Le Front populaire aussi avait un programme mais une coalition du PCF et des Radicaux avait empêché qu'il comprenne des réformes de structures** ». C'est, explique Chambaz, que les radicaux ne les auraient pas acceptées. Mais aucun des participants ne rappelle que ces conquêtes sociales n'étaient nullement inscrites dans ce programme et que rien de ce qui se trouvait inscrit n'a été réalisé sinon l'Office du blé que défend Georges Monnet. Chambaz glorifie le PCF d'avoir réalisé l'unité avec les radicaux, mais il ne dit mot des beaux résultats de cette union avec la bourgeoisie qui — trois ans plus tard — mettait hors la loi le PCF lui-même.

Des ouvriers grévistes de 1936 ont posé la question : « **Pourquoi le Front populaire nous a-t-il contraint à une grève de plusieurs semaines ?** » D'autres demandent : « **Pourquoi son échec ?** » Les réponses ont été lamentables : l'hostilité du Sénat, la pression de l'Angleterre... Chambaz a ajouté le sabotage de la bourgeoisie. Bref le gouvernement de gauche aurait réussi...

s'il n'avait pas eu d'ennemis. Sanguinetti a le front de plastronner : « **Il fallait bousculer les institutions et s'attaquer aux généraux** ». Espérons que les travailleurs tiendront compte demain de ces conseils.

Chambaz a justifié l'appel de Thorez à quitter les usines : « **Les revendications étaient acquises** ». Poperen (PS), lui, a souligné qu'il s'agissait d'un mouvement de caractère révolutionnaire. Les réformes ont été arrachées par la lutte. Les masses sentaient « **qu'il leur fallait pousser elle-même pour déverrouiller la porte** ». Un mouvement révolutionnaire ne se programme pas. Ce que confirme une militante syndicaliste : « **Les travailleurs en avaient assez d'attendre et voulaient se libérer** ».

Seulement voilà : seuls les « gauchistes » voulaient aller de l'avant. Les partis de gauche craignaient l'irruption inattendue des masses. Ils n'avaient de cesse que de voir le fleuve populaire rentrer dans son lit.

Il n'est pas certain que « **tout était possible** » ; mais une fois la poussée populaire paralysée, la seule voie « possible » était celle de la réaction et du fascisme. La leçon doit servir pour demain.

Yvan CRAIPEAU ■

Dossiers formation

N° 5 Les stratégies du Mouvement Ouvrier
N° 6 Vie, animation et structures du P.S.U.
N° 7 Lutte, contrôle et Auto-

gestion, les réponses du P.S.U.
La série des 3 N° : F 8.00
Commande et règlement à adresser à Edition Syros

Le témoignage de Maurice Jacquier 1936 : le tournant...

Plusieurs militants du PSU, témoins et acteurs du Front populaire, avaient été proposés pour participer au débat des « Dossiers de l'écran », mardi 22 avril, sur Antenne 2. Il s'agissait de Victor Fay, qui a été militant du PCF de 1918 à 1936, d'Yvan Craipeau, membre de la direction du Parti ouvrier internationaliste lors de sa création en 1936, et de Maurice Jacquier, dirigeant de la gauche révolutionnaire SFIO avec Marceau Pivert à partir de 1936. Ils n'ont pas été retenus par les animateurs de l'émission qui leur ont préféré notamment Jacques Duclos, Jean Poperen, et... Alexandre Sanguinetti. C'est pourquoi nous avons demandé à Maurice Jacquier, auteur du livre autobiographique « Simple militant » et membre du PSU, un témoignage sur le Front populaire tel qu'il l'a vécu...

Les grèves de 1936 furent un élément aussi inattendu que celles de 1968... personne ne les a suscitées... personne ne les assumait.

Brusquement, dès le 8 mai 1936 la première grève avec occupation des

usines se déclenche à la Société Générale de Fonderie, à Saint-Michel de l'Aisne. Ni la presse ni la radio n'en font état... en cinq jours les ouvriers obtiennent totale satisfaction.

Le 11 mai, puis le 13, les usines d'aviation Latécoère à Toulouse, Bréguet au Havre : les ouvriers occupent l'usine, font la grève sur le tas.

Je viens de retrouver un article publié par la « gauche révolutionnaire » du 25 février 1936, dans lequel un de nos camarades avait observé « **que divers pays avaient trouvé une nouvelle forme d'action directe... la grève sur le tas. Ils l'avaient choisie eux-mêmes parce qu'ils estimaient à juste titre que ce moyen de pression serait plus sensible aux capitalistes que ces grèves d'antan dans le calme et la dignité** ».

Puis la vague s'étend et touche cinq millions de travailleurs. Débordés, le PCF et la CGT réunifiée quadrillent les usines, les délégués, les permanents, les responsables agissent pour ne pas effrayer les alliés radicaux et Maurice Thorez dé-

clare qu'il « **faut savoir terminer une grève** » alors que nous affirmions — nous, les « gauchistes » de l'époque — que « **tout était possible** ».

Le PCF venait pour la première fois de trahir sa mission historique et révolutionnaire. Il l'a trahie à la Libération, en Espagne en 1936, en 1968, et il médite de rééditer ses mauvais coups en enfermant l'histoire dans un programme dont on sait qu'il ne sera pas appliqué si les travailleurs et leurs alliés naturels n'interviennent pas dans la destruction de l'appareil d'Etat.

Tout se passe comme si le capitalisme appliquait à rebours l'analyse marxiste tandis que les travailleurs seraient appelés à marquer les points de l'histoire de leur pays, comme s'il s'agissait de je ne sais quelle gigantesque coupe de France de la politique...

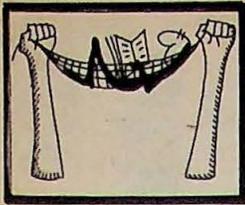
Nous savons depuis 1968 que les retombées des luttes politiques seront enfermées non dans un programme, mais dans cette capacité constructive que les ouvriers n'ont pas cessé d'affirmer depuis qu'ils ont saisi les nuances du contrôle

ouvrier et de l'élargissement autogestionnaire de leurs responsabilités — de la Catalogne libertaire à LIP...

Juin 36 fut un tournant, en même temps que la plus grande illusion ; 1968 en fut une réédition, revue, augmentée, aggravée. La prochaine occasion, nous ne la raterons pas, car nous la construirons dans l'unité — non pas une unité factice, mais dans une unité totale, complète, assurant le débat, l'information, la décision, le contrôle, la révocation, la rotation des tâches !

C'est en cela que je me sens fidèle aujourd'hui comme hier, militant de la gauche révolutionnaire socialiste, puis du parti socialiste ouvrier paysan qui ressemblait si étrangement à ce Parti socialiste unifié dans lequel je me sens dans ma peau, qui difficilement poursuit la lutte des minorités révolutionnaires, contre cette forme étatique du socialisme que veulent nous proposer ceux qui sont responsables des échecs réitérés des travailleurs !

Maurice JACQUIER ■



A lire : F... comme Fraude fiscale ou le roman de l'Inégalité par l'impôt.

Un ancien premier ministre qui ne payait pas l'impôt sur le revenu grâce au mécanisme de l'avoir fiscal, un premier ministre en exercice qui s'étant vu confier la mission de retaper les lambris d'une modeste résidence secondaire classée par les Affaires Culturelles n'en payait pas davantage, ces faits sont connus depuis longtemps. Ils ne semblent pas avoir empêché certaines carrières fulgurantes ni d'autres curieusement descendantes.

Le 12 avril dernier, Charles Aznavour était officiellement inculpé pour avoir interprété une chanson d'un style très peu connu à défaut d'être nouveau : l'« Enfer » de la législation française sur les changes et le paradis fiscal suisse.

Hier, il y eut le procès Dega, puis des affaires immobilières dont le profane ne comprenait guère le sens. Des fausses factures aux scandales pétrolier et pharmaceutique, la liste des fraudes est immense. Le but de F... comme Fraude fiscale (1) est moins d'en faire le catalogue exhaustif que de démonter patiemment, avec une simplicité et un effort pédagogique remarquables, à l'aide d'exemples précis tirés de l'actualité, les mécanismes de la fraude, ses causes véritables, ses responsables et principaux bénéficiaires.

Christian de Brie, docteur en droit, enseignant à l'Université de Reims et co-auteur de l'ouvrage répond aux questions de TS.

TS : Les fraudeurs coûtent près de 60 milliards de francs à l'Etat, soit 25 % de son budget : ce chiffre qui laisse rêveur s'explique difficilement dans un pays dont les rouages de l'Etat sont nombreux et puissants. Doit-on en conclure que tous les Français fraudent ?

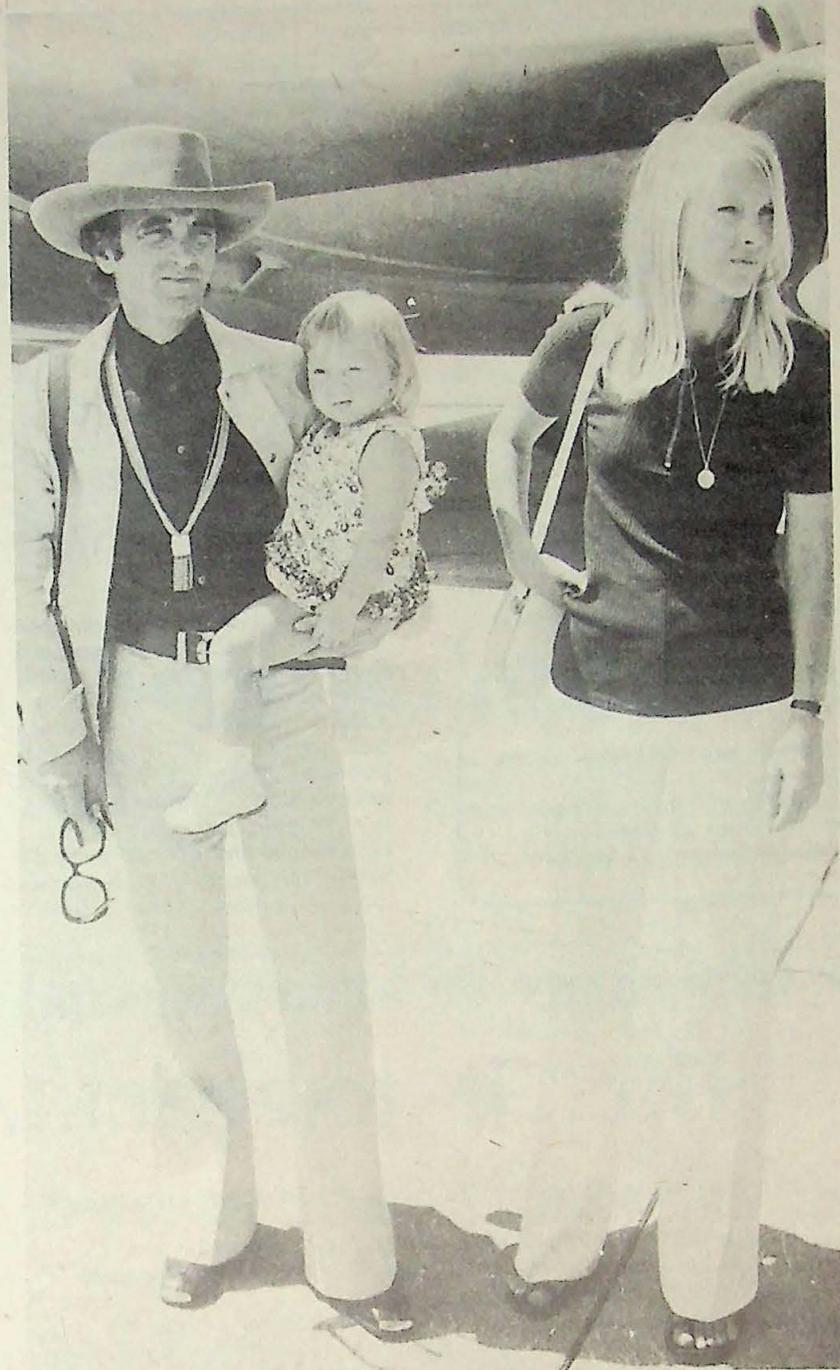
C. de B. : Certainement pas. Pour frauder il faut en avoir la possibilité et les moyens financiers. Ce n'est pas le cas de l'immense majorité des salariés, à l'exception des dirigeants d'entreprise. Ouvriers, employés, cadres moyens restent soumis à la loi d'airain d'une parfaite exactitude fiscale par les déclarations de leurs employeurs. Nombre de petits commerçants et artisans sont d'ailleurs, par le jeu de forfaits fixés unilatéralement par l'administration et rehaussés régulièrement, dans une situation assez comparable.

A cet égard, il faut se garder de tomber dans le piège qui consiste à dresser fiscalement les salariés contre les non-salariés.

En réalité, les possibilités de fraude et d'évasion augmentent avec la fortune et les revenus des personnes, les dimensions et les capacités financières des entreprises. Les Français ne sont pas plus égaux devant la fraude que devant l'impôt (2).

Il faut savoir que cette énorme dissimulation évaluée à 60 milliards de francs ne profite pour l'essentiel qu'à la petite minorité qui bénéficie déjà de tous les autres privilèges :

- directement par l'accumulation du capital et des revenus qu'elle détient ;
- indirectement, par l'intermédiaire des entreprises qu'elle contrôle et des partis politiques qu'elle finance.



TS : Que fait le pouvoir pour limiter une fraude qui atteint de tels sommets ?

C. de B. : A peu près rien. Ou plutôt si ; beaucoup de bruit. Après 10 ans de silence, Monsieur Giscard d'Estaing avait annoncé, en septembre 1970, l'ouverture d'un grand safari contre les fraudeurs. Mais jusqu'à présent, on s'en est surtout pris au petit gibier, tandis que les grands fauves, poursuivis à l'arc et au lance-pierres, prolifèrent tranquillement. Tous les inspecteurs des Impôts savent qu'ils n'ont pas les moyens de réprimer efficacement la fraude. Le pouvoir n'a pas l'intention de les leur donner. Les opérations « coup de poing » qui, de temps à autre, alimentent la chronique sont surtout destinées à faire illusion auprès de l'opinion publique. Elles sont, aussi, l'occasion de régler des comptes, généralement politiques. La déroute électorale de Chaban est exemplaire à cet égard. Elle a été longuement et soigneusement préparée

par les copains et les coquins de M. Giscard d'Estaing.

TS : M. Jacques Chirac dont vous expliquez dans votre livre les savantes jongleries pour échapper à l'impôt a déclaré le 18 avril 1975 devant l'Assemblée générale du Commerce extérieur que la fraude fiscale n'était pas plus importante dans le secteur commercial que dans d'autres. Partagez-vous cet avis ?

C. de B. : Certainement pas !

TS : Quels sont les principaux bénéficiaires de la fraude ?

C. de B. : En tête, les multinationales et les très grandes entreprises constituées sous forme de groupe avec société holding et réseau de filiales françaises et étrangères. Elles pratiquent l'évasion fiscale à l'échelle mondiale. Elles engagent les meilleurs spécialistes interna-

tionaux. Ceux-ci proposent des schémas sophistiqués d'optimisation de la charge fiscale du groupe. Ces schémas sont traités par ordinateur pour déterminer les canaux de transfert les plus appropriés : facturation, redevances, intérêts, etc. et les pays où seront concentrés les profits du groupe.

Les principaux paradis fiscaux spécialisés dans leur accueil sont la Suisse, le Liechtenstein, le Luxembourg, les Iles Anglo-normandes, les Antilles néerlandaises, les Bahamas, les Bermudes, et les Nouvelles-Hébrides.

Les multinationales sont passées maîtresses dans l'art d'y implanter des THC (« Tax Heaven Compagny » ou sociétés de paradis fiscal). Les Etats dont la souveraineté est limitée à leur territoire sont tout à fait impuissants contre ces pratiques. Ils ferment les yeux, quand ils ne les encouragent pas pour favoriser leurs entreprises face à leurs concurrentes, comme c'est le cas en France pour les sociétés pétrolières, ainsi que l'a révélé le rapport Schwartz.

A côté de ceux qui ont la possibilité de fixer à l'avance et unilatéralement le montant des impôts qu'ils consentent à payer au fisc, il y a toute la panoplie des petites et grandes fraudes. Il nous a fallu un gros livre pour passer en revue les principales. Par exemple les fraudes par opérations fictives et fausses factures : une activité en plein développement, services rendus par des réseaux de « taxis » souvent contrôlés par le « milieu » ou les réseaux parallèles, bénéficiant de certaines protections et dont l'activité après avoir été surtout concentrée chez les ferrailleurs s'est étendue aux textiles, aux produits agricoles, à l'immobilier, aux sociétés d'intérim, aux bureaux d'études etc.

TS : Quelles seraient les armes d'un gouvernement d'unité populaire contre les fraudeurs ?

C. de B. : La fraude n'est qu'un aspect d'un système fiscal fondamentalement inégalitaire, lequel ne peut pas être isolé du système économique général. Dès lors, une politique de lutte contre la fraude, qui ne s'inscrit pas dans le cadre d'une réforme de structure de la fiscalité française, serait rapidement vouée à l'échec.

Ceci étant, dans l'immédiat, il serait possible de sortir les dossiers accumulés à la Direction générale des Impôts, engager les poursuites en s'en prenant aux véritables responsables, afin de montrer clairement une volonté de changement. Parallèlement il faudrait d'une part réorienter l'action de l'administration fiscale pour lui permettre d'exercer un contrôle effectif sur ceux qui ont des possibilités réelles de fraude, d'autre part boucher les principaux trous du code général des Impôts par lesquels la matière imposable s'évade en toute impunité.

Propos recueillis par M. ETIENNE ■

1) F... comme Fraude fiscale de Christian de Brie et Pierre Charpentier — Editions Alain Moreau — Collection Confrontations — 1975.

2) L'Inégalité par l'impôt par Christian de Brie et Pierre Charpentier — Editions du Seuil — 1973.



Vietnam : il est trop tard, M. Ford...

◆ Thieu a démissionné ! Cette décision prévisible n'est que la conséquence prévisible de la débâcle de l'armée saïgonnaise et de la décomposition du régime Thieu devant l'offensive des forces révolutionnaires vietnamiennes. Saïgon est désormais prise en tenailles par les combattants du FNL : après la libération de Xuan Loc, position stratégique dans la défense de Saïgon, c'est Bien Hoa qui est visée ; avec la prise de Ham Tan (au nord-est de Saïgon), c'est le vingt-et-unième chef-lieu de province qui passe sous l'administration du GRP, et le prochain objectif sur cet axe est Vung Tau, principal port du delta et débouché sur la mer de Saïgon.

L'offensive militaire n'est pas le seul aspect dans la situation actuelle au Vietnam. Dans les régions libérées, le remplacement de l'administration Thieu est effectué par le GRP en collaboration avec la « troisième composante ». Celle-ci a joué un rôle important dans l'écroulement de l'administration de Saïgon. La grave crise économique et sociale du régime Thieu, son pouvoir basé sur l'aide américaine, la terreur et la corruption, la pression politique et militaire des forces révolutionnaires et leur travail clandestin dans les centres urbains sont autant d'éléments ayant donné lieu à une grande extension des mouvements ouverts d'opposition.

Depuis quelques mois, manifestes, réunions publiques, manifestations de masses (notamment à Hué et à Saïgon) et luttes revendicatives ont exprimé avec force l'opposition

au régime Thieu dans les villes. Le foisonnement de comités est le reflet de la multiplicité et de la diversité des oppositions, de leur grande hétérogénéité politique et sociale. Certains, d'ailleurs, n'étaient que le pendant vietnamien d'une tendance qui, à Washington, prônait — en concluant à la défaite des Etats-Unis — le lâchage de Thieu et la formation d'un gouvernement de coalition. Mais, la lutte pour la liberté de la presse, contre la corruption et surtout l'application des accords de Paris en ont constitué le dénominateur commun. C'est évidemment en premier lieu que le GRP, à l'annonce de la démission de Thieu, a réaffirmé son objectif de formation d'« une administration favorable à la paix, à l'indépendance, à la démocratie et à la concorde nationale et qui accepte d'appliquer sérieusement l'accord de Paris ».

Mais le tandem Ford-Kissinger s'obstine dans sa tentative de sauver sa mise, rejoint en cela par le pouvoir giscardien qui appelle « toutes les parties intéressées pour l'ouverture de négociations ». Du haut de sa défaite et de son impuissance, l'impérialisme US fait une ultime tentative. Thieu tombe, mais pas sa clique afin d'« éviter la bataille de Saïgon », selon Kissinger. Pour appuyer cette manœuvre, un plan d'évacuation impressionnant est dévoilé : cinq porte-avions et quatre mille marines sont au large des côtes sud-vietnamiennes, neuf bâtiments de l'US Navy ont quitté leurs bases des Philippines, vingt-deux mille hommes de troupe et des unités de rangers sont en état

d'alerte. Ford et Kissinger cherchent à donner crédit au danger éventuel représenté par un tel dispositif.

Or ce régime Thieu sans Thieu, le GRP le dénonce comme « un nouveau complot politique ». Thieu tenait son pouvoir de l'aide massive de l'impérialisme US (il l'a avoué dans son discours de démission), de sa police et de son armée surannée. Le soutien du régime Thieu jusqu'au bout n'était motivé que par l'impossibilité pour l'impérialisme américain de trouver une solution de rechange, de mettre en place à Saïgon un régime à sa dévotion ayant une base politique lui permettant de consolider son pouvoir de façon durable.

Aujourd'hui, l'administration de Saïgon est un pouvoir à l'agonie. Devant la détermination des révolutionnaires, l'impérialisme américain devra s'incliner définitivement devant sa défaite majeure dans une région qu'il a considéré pendant longtemps comme stratégique. La victoire inéluctable des révolutionnaires vietnamiens aura été le résultat d'une lutte anti-impérialiste longue et opiniâtre, combinant toutes les formes de la lutte militaire à l'action politique et sociale, s'appuyant fondamentalement sur la mobilisation révolutionnaire du peuple vietnamien. Ses répercussions en Asie sont considérables et la victoire des révolutionnaires vietnamiens et cambodgiens est d'une grande portée dans la situation internationale actuelle marquée par les nombreux revers de l'impérialisme.

G. LOUZOUN ■

Cambodge: les fruits de la victoire

◆ C'est dans leur vêtement noir de paysans cambodgiens que les hommes de l'armée révolutionnaire ont fait leur entrée dans Phnom Penh. L'enthousiasme populaire qui a suivi est l'aboutissement de cinq années de guerre révolutionnaire marquées par le deuil, de nombreuses souffrances et destructions, mais en contrepartie jalonnées par des succès exemplaires et des victoires constantes, fruit d'une analyse juste tant sur le plan militaire que politique.

En tenant compte des conditions concrètes et spécifiques du pays, le GRUNK et le FUNK ont pu faire échec en 1970 à l'agression directe des troupes américaines, provoquer la déroute des mercenaires envoyés par Saïgon en 1971, et la débâcle des troupes de Lon Nol en 1972, dominer les bombardements de génocide de l'impérialisme américain en 1973, enfin libérer aujourd'hui Phnom Penh.

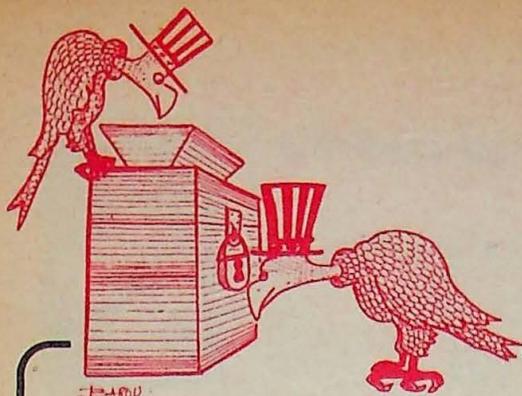
Cette lutte a valeur d'exemple, car à la base de toutes ces victoires se trouve le pouvoir populaire organisé à travers les forces armées populaires (groupes d'auto-défense, forces régionales, troupes régulières) et dans les associations de paysans, de jeunesse démocratique, de femmes, de syndicats ouvriers, les associations de moines patriotes.

Ces organisations réunies dernièrement lors du deuxième congrès national dans les zones libérées le 24 et 25 février dernier ont ainsi, pour la première fois de l'histoire, déterminé un Cambodge authentiquement « **indépendant, pacifique, non aligné et démocratique** », comme l'indique l'agence Kampuchea. Une ligne politique a été définie tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur ; ses effets concernent enfin maintenant la totalité du Cambodge.

Jacques TANNEUR ■

* Envoi d'aide à France-Cambodge 12, place Adolphe Chérioux 75015 Paris (Christiane Bouchet)





Vers l'affrontement ?

La fin de la campagne électorale a été marquée par une série d'incidents, essentiellement au nord du pays : à Guimarães et à Braga, des meetings du CDS (Centre Démocratique et Social) ont été boycottés par l'extrême gauche, et la riposte armée de la droite a fait 20 blessés. A la veille du scrutin, le climat dans l'ensemble du pays était extrêmement tendu.

Les nouvelles prérogatives du MFA font que la droite et le P S ont dû changer de stratégie, et menacent d'imposer par la force ce qu'on leur refuse par les urnes. Le scénario est simple. On commence par montrer sa force au cours de meetings monstres comme celui qui a réuni le 20 avril, au stade du 1er mai de Lisbonne, 80 000 personnes autour de Mario Soares. On cherche ensuite à faire pression sur l'armée et le MFA en présentant les résultats des élections comme la seule source de légitimité pour l'avenir politique du pays. On orchestre une campagne anticommuniste dans les moyens d'information européens, doublée d'initiatives diplomatiques coordonnées de la part des pays membres du Conseil de l'Europe. A cela s'ajoutent bien entendu les déclarations de plus en plus menaçantes d'Henry Kissinger et de son agent local, Frank Carlucci.

Or, les débats au sein du MFA se font de plus en plus vifs. La marine vient d'élire ses délégués pour l'assemblée générale du mouvement. Ceux-ci ont adopté immédiatement une résolution demandant la collectivisation des moyens de production et un engagement définitif du pays dans la voie du socialisme. En contrepartie, les éléments les plus modérés du MFA (comme le général Fabiao, qui commande l'armée de terre), ou même clairement réactionnaires, (comme le major Neves, l'ancien baroudeur du Mozambique, qui commande toujours les commandos d'Afrique), risquent de répondre cette fois-ci à l'appel de la droite et de quitter la prudente réserve qu'ils avaient observée lors du coup manqué du 11 mars.

Dans ce contexte, la vigilance populaire commence à s'organiser. Le parti révolutionnaire du prolétariat (PRP-BR) a convoqué le samedi 19 au théâtre Cornucopia de Lisbonne un « congrès national des travailleurs pour les conseils révolutionnaires », réunissant des travailleurs de plusieurs entreprises et des soldats de différentes unités. Un appel à la création de conseils de travailleurs a été lancé pour défendre les armes à la main le processus en cours. Manuel Serra a accusé publiquement la réaction de préparer un coup d'Etat imminent. De nombreuses casernes sont désormais en état d'alerte. Tout le monde se rend compte maintenant que la situation de crise politique permanente qui dure depuis le 25 avril 1974 touche à sa fin. L'heure des engagements irréversibles est arrivée, et la question est de savoir aujourd'hui si le 25 avril 1975 sera la tragique conclusion ou au contraire le véritable départ de ce qui fut le « 25 avril » portugais.

Jean PATERMAT ■

Il y a le Portugal des villes ; il y a celui de l'intérieur et des campagnes. Au moment où nous publions ce reportage, nous ne connaissons pas encore le résultat des élections dans le nord du Portugal.

Dans ces régions, où l'analphabétisme atteint 40 % de la population, où l'église catholique proclame que « les communistes mangent les enfants », où les caciques locaux ont le monopole de la parole, il est clair que la gauche n'a pas eu le temps de vaincre les préjugés de la masse paysanne. Alors que la droite cherche à mettre un terme au processus révolu-

L'exemple de Viseu est très significatif du climat dans lequel se déroule cette campagne. En plein centre du Portugal, ce district est un fief réactionnaire. De nombreux dirigeants du fascisme en étaient issus et — le lendemain du 11 mars

Le pouvoir des municipalités, comme partout ailleurs, reste très limité du fait de la centralisation administrative et des budgets de misère. Quelques plans directeurs d'aménagement ont pu être établis cependant, touchant la réforme agraire et le commerce, l'éducation et l'électrification ; mais tout dépend des subsides du gouvernement. L'appel au travail volontaire n'a pas pu être envisagé. On voit néanmoins apparaître des commissions de travailleurs qui étudient les problèmes spécifiques de la région et il semble qu'un esprit révolutionnaire ait été petit à petit impulsé, sans aller jusqu'à des formes de contrôle populaire.

les sigles...

G.N.R. : Garde Nationale Républicaine

M.D.P. : Mouvement Démocratique Populaire

P.P.D. : Parti Populaire Démocratique

Pour en savoir plus, il faut lire le PSU-Documentation n° 80-84 (52 pages, 6 F, en vente à la librairie Syros) : « Portugal 1974-1975 »

les insignes des notables

— c'est là que fut arrêté le général Galvaio de Melo, complice de Spínola et candidat du parti de la démocratie chrétienne. L'Eglise y est spécialement influente et réactionnaire. A la différence du sud qui est de structure agricole latifundiaire, l'essentiel des paysans est ici constitué de petits propriétaires soumis à l'exploitation des « caciques » dans un système de coopératives fascistes. L'anticommunisme y est d'autant plus virulent (crainte de se voir exproprié) et déteint sur la gauche en général.

Nous avons assisté récemment à une « session d'éclaircissement » du MFA qui se tenait dans un village à une vingtaine de kilomètres de Viseu, dans le vieux théâtre municipal. Le matin même, l'équipe de dynamisation était allée dans un autre village complètement isolé, où l'on ne pouvait accéder après un trajet en Land Rover que par un raidillon à ânes : un autre monde. Ce soir-là, le chant du 25 avril, Gandola Villa Morena, diffusé par hauts parleurs, rassemblait la population. Sur la scène se tenait

« Le plus important : créer les conseils »

TS : Au cours de ce congrès, vous vous êtes défini à la fois comme « marxistes-révolutionnaires » et comme « autogestionnaires ». Qu'entendez-vous par là ?

F.M. : Nous nous définissons comme « marxistes-révolutionnaires » parce que nous refusons toute orthodoxie, et que nous pensons que chaque expérience révolutionnaire peut nous fournir des leçons utiles. Pour ce qui est de l'autogestion, il y a deux choses à dire. D'abord nous pensons qu'il est impossible de créer des flots autogestionnaires au sein du système capitaliste ; mais dans cette période révolutionnaire nous pensons aussi que les expériences de prise en charge des usines par les travailleurs sont extrêmement utiles pour leur politisation. D'autre part, nous pensons à l'autogestion en terme de socialisme, après la prise du pouvoir, parce que nous estimons que le pouvoir doit être exercé par les travailleurs et non par un parti. C'est le seul moyen d'éviter tous les capitalismes d'Etat, toutes les bureaucraties et toutes les nouvelles aliénations.

TS : Croyez-vous à la nécessité d'une avant-garde organisée pour mener à bien le processus révolutionnaire ?

F.M. : Nous pensons que cette avant-garde ne doit pas naître abstraitement de la volonté de quelques intellectuels réunis autour d'une table. Nous croyons que cette avant-garde doit naître au cours de la lutte à partir des organisations qui auront l'intelligence théorique de répondre à la nécessité du moment. Nous pensons qu'il faut travailler à l'organisation autonome des travailleurs. Il ne s'agit pas d'abstraction, mais d'un besoin senti par les masses. Les travailleurs ont commencé à s'organiser eux-mêmes. Il y a eu des commissions de travailleurs. A Lisbonne, une commission inter-entreprises est en train de naître à partir de cinq commissions de travailleurs. Une commission de coordination entre Lisbonne et Porto se met en place. Le mouvement se généralise à l'ensemble du pays. J'ai appris samedi dernier que les commissions de travailleurs, les commissions inter-entreprises, certaines unités militaires comme RAL 1, et des organisations locales de partis allant jusqu'au PS avaient convoqué une réunion générale et appelaient à la formation de « conseils révolutionnaires ». On a même fait référence aux Soviets. Il s'agit d'organismes unitaires de base, dépassant les limitations des partis, et se dotant de milices populaires.



La LUAR est née en 1967 à partir de groupes de résistance antifasciste. Après s'être manifestée par des actions spectaculaires (détournement d'avion à Lisbonne, récupération d'armes à Evora, sabotages, etc.), la LUAR a transformé son organisation pour réaliser un travail de masse. Après le 25 avril, la LUAR a pris l'initiative du mouvement des occupations, et a publié un « manifeste pour un socialisme de base ». Fernando Marques, membre de son bureau politique et directeur de son journal, répond aux questions de TS.

des élections dans le district rural de Viseu : campagne

Portugal



tionnaire par des bulletins de vote qui n'expriment rien d'autre que le résultat d'une oppression séculaire, de nouvelles formes d'activité politique cherchent au contraire à tout faire recommencer.

C'est le cas des campagnes de « dynamisation culturelle », au cours desquelles des équipes de volontaires, recrutées surtout parmi les jeunes officiers miliciens, cherchent à faire pénétrer l'esprit du 25 avril jusque dans les villages les plus reculés...

l'équipe de « dynamisation » présidée par le major du régiment d'infanterie de Viseu ainsi que le chef local de la GNR. Dans la salle comble, on reconnaissait vite les notables à leur insigne du PPD, mal à l'aise par avance, et le maire de tendance MDP au premier rang, prêt à saisir le micro pour le débat qui allait suivre.

Les premiers discours ouvrent la séance. Celui du responsable de l'équipe de dynamisation, un capitaine, met clairement en avant le fait que les militaires sont là pour répondre aux questions que posent le peuple et expliquer le programme du MFA, sans défendre la ligne politique d'aucun parti. Cette déclaration ne manqua pas de susciter lors du débat une question de la part du maire au sujet de la voie socialiste et non social-démocrate définie par le MFA depuis le 11 mars. Suivent des discours du médecin milicien sur la politique de santé du gouvernement visant à instaurer un service national de santé, et du chef de la GNR, reconnaissant les erreurs du passé, faisant l'auto-critique de la GNR et appelant de ses vœux une « garde nationale républicaine plus dynamique ».

une culture populaire libérée

Après ces discours devant une salle attentive, Luis Cilia, chanteur engagé depuis longtemps dans la résistance antifasciste et



accompagnant le MFA, prend sa guitare. Chants d'espoir, chants révolutionnaires se succèdent devant un auditoire visiblement ému. Un sous-lieutenant prend le relais pour des chants populaires qui font éclater de rire toute la salle. Une conversation ultérieure avec Luis Cilia nous fit comprendre que ces séances d'animation culturelle sont une amorce à l'expression d'une culture populaire enfin libérée : au cours de ses tournées avec le MFA, Luis récolte des poèmes et des chants d'artistes que le fascisme privait de voix.

Vint ensuite le débat. D'emblée le problème de la santé est soulevé : manque de médecins ou médecins extrêmement riches

qui exploitent le peuple, lequel est souvent privé de soins faute d'argent (il n'y a pas de sécurité sociale au Portugal). Les uns réclament la nationalisation de la médecine, d'autres mettent en accusation des médecins présents dans la salle. Le médecin du MFA répond en expliquant les priorités du service national de la santé. Celui-ci a été élaboré à partir des leçons tirées d'expériences étrangères, en particulier celle de Cuba : il vise à instaurer

infligée au profit de cette caisse. Le médecin du MFA le remet à sa place, approuvé par la salle.

En ce qui concerne la réforme agraire, c'est tout le problème des coopératives, de la redistribution des terres et de l'accroissement des rendements qui est posé. La réponse du technicien agricole montre la complexité du problème suivant les régions, et la nécessité de s'appuyer sur des expériences pilotes et les deside-

à partir de la situation existante une véritable médecine sociale pour tous, sans exceptions. Les anciens médecins seront autorisés à exercer s'ils renoncent à leurs privilèges et acceptent le processus. Un système de cotisations proportionnelles se généralise pour mettre en place une forme de sécurité sociale.

Cette urgence de la réorganisation du système médical se fait sentir quand on voit le nombre de maisons occupées par les organisations d'extrême gauche (LUAR) et transformées en dispensaires dans tout le Portugal. Mais les caisses de cotisations ne plaisent pas à tout le monde. Un patron intervient pour protester contre une amende qui lui a été

rata des commissions d'agriculteurs avant d'établir une planification nationale. Les anciennes coopératives ont malheureusement laissé non seulement des préjugés, mais aussi des dettes, et les paysans montrent leur refus d'entériner les erreurs de gestion antérieures de la politique de profit des gros propriétaires. Là encore la nationalisation est réclamée.

En guise de clôture de cette session, toute la salle scande « Povo ista am o MFA ». Puis ce sont encore des chants dont les deux derniers font vibrer toute l'assistance qui s'est levée soudain : Grandola Villa Morena, suivi de l'hymne national portugais.

Gérard LOMONT ■

révolutionnaires » Interview de Fernando Marques, dirigeant de la Ligue d'Unité et d'Action Révolutionnaires.

TS : La voie réformiste semble condamnée au Portugal (structures économiques, réactions de l'impérialisme et du capitalisme). Quel délai reste-t-il aux forces révolutionnaires pour devenir une réelle alternative de pouvoir ?

F.M. : Nous sentons que nous allons avoir très peu de temps, et nous pensons que le travail est très en retard pour le temps que nous avons. Si nous n'arrivons pas à consolider ces organisations révolutionnaires, à organiser l'autodéfense, à travailler dans l'armée, la bourgeoisie risque de revenir rapidement au pouvoir.

TS : Tu as affirmé que la LUAR n'était pas l'avant-garde organisée dont avait besoin la révolution portugaise pour triompher. Comment la LUAR pense-t-elle contribuer au plan politique à la construction de cette avant-garde, et quel type de propositions fait-elle aux organisations susceptibles d'y participer sur les bases que tu as définies ?

F.M. : Je voudrais rappeler que, pour nous, il n'y a pas d'abord la théorie et ensuite la pratique. C'est nous qui

avons lancé les premiers, en février 1975, le mot d'ordre des occupations, parce que nous savions que les masses étaient prêtes à se mobiliser sur ce thème. Pour nous, l'unité nécessaire doit se forger dans la pratique et l'action. Nous avons lancé un appel à créer une unité des forces révolutionnaires sur la base minimum de l'indépendance nationale. Dans la pratique, on travaille déjà avec le MES, le FSP et même l'UDP. Nous avons le sentiment qu'il faut dépasser toute une série de limitations, nées parfois d'un certain sectarisme. Quant à la définition d'un projet politique commun, nous pensons que la situation n'est pas encore mûre pour y parvenir. Pour nous, le plus important est le processus engagé par la création des conseils révolutionnaires, où sont engagés des militaires. En fait, c'est le seul espoir que nous avons.

TS : Pourquoi avez-vous décidé de ne pas participer aux élections ?

F.M. : Tout d'abord, nous n'avons pas voulu démobiliser les masses, et négliger notre travail fondamental d'organisation des masses. D'autre part, la constitution est pratiquement déjà définie par la plate-forme du MFA. Quant à cette plate-forme, nous ne l'aurions pas

signée, car nous considérons qu'elle traduit encore une situation de collaboration de classes.

TS : Comment la LUAR définit-elle aujourd'hui le MFA ?

F.M. : Le MFA n'est pas une force politiquement homogène, mais une force où les secteurs progressistes ont réussi à imposer un rapport de forces favorable, grâce aux erreurs de la bourgeoisie. Mais, il y a encore des secteurs réactionnaires, et surtout des secteurs qui peuvent osciller en fonction de la conjoncture. Il faut aussi voir que le MFA n'est pas toute l'armée. Il y a encore des militaires conditionnés par les campagnes d'Afrique, prêts à se lancer dans n'importe quelle aventure. Nous avons donc une position critique vis-à-vis du MFA. Pour nous, le MFA ne peut pas se substituer au prolétariat. Nous accompagnons le MFA quand il répond aux intérêts des masses. Nous savons bien qu'il existe au sein de l'armée et du MFA des militaires révolutionnaires, proches de nos positions. Nous pensons que le MFA devra se transformer, et même qu'une rupture devra nécessairement se produire en son sein.

Propos recueillis par
Jean PATERNAT et Maurice NAJMAN ■



Différenciation au sein du mouvement communiste de Chélépine à Marchais

◆ L'éviction de Chélépine du politburo soviétique a donné lieu à bon nombre de spéculations. Limogé par Brejnev, qui est considéré comme le champion de l'ouverture vers l'Occident, Chélépine est présenté comme le porte-parole des « durs », des anti-occidentaux. Or, rien ne permet de l'affirmer. La carrière de cet « apparatus-chik » typique témoigne de sa souplesse et de sa capacité d'adaptation. Il était en perte de vitesse depuis son élimination du

biologique de leur action. Ne préjugeons cependant pas de l'orientation politique des candidats à la succession. Ils peuvent se déclarer « durs » pour rassurer les membres de l'appareil — leurs grands électeurs — ce qui ne les empêchera pas, si les circonstances l'imposent, de se montrer « souples » une fois le pouvoir conquis.

Il serait aventureux de croire que la chute de Chélépine annonce la libéralisation en URSS.

en URSS et dans les républiques populaires qu'à l'égard des partis communistes occidentaux, engagés dans une politique d'union de gauche et de l'insertion dans les institutions démocratiques ou de l'action commune pour leur rétablissement.

le compromis historique

Au congrès du Parti communiste hongrois, réuni en mars dernier à Budapest, les ministres de l'Industrie et de l'Agriculture malgré la réussite de leur politique « libérale », ont été limogés et le rôle dirigeant du parti renforcé dans tous les domaines, notamment celui de la culture. Au congrès du Parti communiste italien, tenu à Rome également en mars dernier, un vif incident a opposé le secrétaire général de ce parti, Berlinguer, au chef de la délégation du PCUS, Kirilenko, au sujet, semble-t-il, du fameux « compromis historique » avec la démocratie chrétienne et du maintien de l'Italie dans le pacte atlantique.

A Berlin-Est, où a siégé du 8 au 10 avril la commission préparatoire de la conférence des partis communistes européens, le projet de résolution est-allemand, tendant à renforcer leur unité idéologique et d'action, a été considéré comme inacceptable par les yougoslaves, roumains, italiens, espagnols et suédois, mais chaleureusement approuvé par les communistes français.

La tension a été telle à Berlin-Est que les Yougoslaves ont envisagé leur retrait de la conférence, bien qu'ils cherchent à développer leurs échanges avec l'URSS, où vient de séjourner le chef du gouvernement de Belgrade, et qu'ils durcissent leur attitude à l'égard des partisans de la démocratisation du régime intérieur. Les tentatives de compromis ayant échoué dans l'immédiat à Berlin-Est, il paraît probable que la conférence des partis communistes européens, prévue pour cet été, soit retardée. Ce différend éloigne d'autant la perspective d'une nouvelle conférence communiste mondiale — à l'instar de celle de juin 1968 — qui aurait pour objectif de confirmer la prépondérance du communisme soviétique sur l'arène internationale.

une certaine hésitation

Dans ce climat de résistance larvée, l'attitude des communistes portugais et français, durcie à l'égard des socialistes, pouvait paraître troublante. Elle le devient

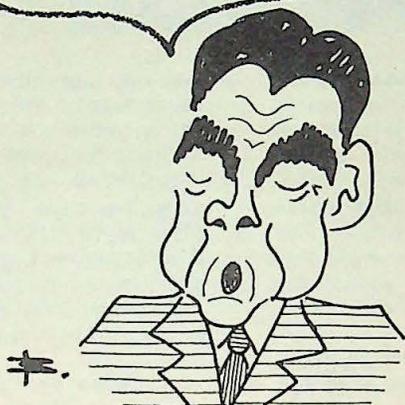
moins quand on observe le raidissement intérieur en Europe de l'Est et la répression renforcée de toutes les velléités de contestation. De l'expulsion de Soljenitsyne, des pressions de toutes sortes, qui ont fait plier Maramzine et protester Sakharov, à la menace d'expulsion de Dubcek, parce qu'il a osé dénoncer le régime policier en Tchécoslovaquie, la reprise en main est manifeste. La coopération avec l'Occident ne se fera pas au prix de la libéralisation du régime intérieur.

Les péripéties, qui ont précédé la visite en URSS de la délégation du Parti socialiste français, ont exprimé, du côté soviétique, une certaine hésitation dans le choix tactique, que la direction du PCF a amplifiée outre mesure. Les choses semblent rentrer dans l'ordre. Brejnev a tenu à panser la blessure d'amour-propre de Mitterrand et Marchais a mis un peu d'eau dans son vinaigre et atténué ses attaques contre le Parti socialiste. Bien que la polémique prenne une tournure moins acerbe, rien n'annonce une reprise véritable de l'unité d'action entre le PC et le PS. Les meetings, organisés en commun, servent parfois à faire houspiller les orateurs socialistes par un auditoire en majorité communiste. Ce qui est plus grave, c'est que cette campagne d'agitation, engagée de commun accord, ne débouche sur aucune action concrète.

Détente, apaisement, accueil chaleureux de Mitterrand à Moscou, tout cela ne change en rien la volonté délibérée des Soviétiques de coopérer avec les gouvernements bourgeois en place à l'Occident, y compris celui de Giscard, quitte à faire exercer une pression accrue par les partis communistes contre toute velléité de consolider l'OTAN et de maintenir la présence des troupes américaines en Europe. Certaines précautions ayant été prises et la barre redressée, il serait illusoire de penser que les communistes français y ont joué un rôle quelconque et qu'ils aient pu faire des remontrances à leurs « camarades » soviétiques. Les dirigeants du PCF, qui ne comptent pas, dans un avenir prévisible, prendre le pouvoir en France, paraissent peu empressés, malgré leur référence constante au programme commun, de plus en plus périmé, de jouer le rôle de brillants seconds dans un gouvernement dominé par les socialistes et d'assumer les lourdes charges et responsabilités de la crise. D'où leur raidissement tactique qui, se greffant sur la division des forces ouvrières, contribue au maintien du statu quo politique en France.

Victor FAY ■

Chélépine
Limogé
Il voulait pas
(voir Mitterrand)



secrétariat du Parti en septembre 1967 et sa nomination au poste quasi-honorifique de président de l'union des syndicats soviétiques.

Ceci étant dit, il ne paraît pas douteux qu'à l'occasion de la maladie de Brejnev — dont on ignore la gravité — certains membres de la direction avaient envisagé et même préparé soit son remplacement, soit sa succession et que Chélépine avait joué un rôle actif dans cette opération. Démarche prématurée, semble-t-il, puisque Brejnev a pu reprendre en main la direction et mettre en route les préparatifs du 25e congrès du Parti. Ce congrès, qui doit se réunir en février 1976, doit, conformément aux statuts, élire un nouveau comité central, chargé de désigner les membres du politburo et du secrétariat, c'est-à-dire la direction étroite, et seule réelle, du PCUS.

une libéralisation ?

Cette reprise en main ne peut être que de brève durée ; la plupart des membres actuels du politburo atteindront prochainement, en raison de l'âge, la limite

Elle confirme, tout au plus, le maintien de la politique d'ouverture de Brejnev, la recherche d'un accord à la conférence européenne sur la sécurité et la coopération de Helsinki, ainsi qu'à Vienne et à Genève sur la réduction des armements. Il ne faut pas s'attendre, pour autant, à des concessions majeures du côté soviétique, ni en ce qui concerne la libre circulation des hommes et des idées, ni la diminution effective de leur présence militaire sur le glacis européen. Moscou compte sur les difficultés économiques des occidentaux pour obtenir le maximum d'avantages sans faire beaucoup de concessions.

L'URSS, qui a besoin de la technologie occidentale, tend à élargir ses échanges avec les grands pays industriels, quitte à augmenter en contrepartie ses exportations. Cette ouverture, pratiquée depuis plusieurs années et confirmée encore par la récente session plénière du comité central du PCUS, n'implique pas la libéralisation de la politique intérieure. En effet, nombreux et convergents sont les signes de durcissement aussi bien

Le soutien à l'opposition en URSS et dans les démocraties populaires pour un internationalisme sans frontières

« Trahison civique et politique » écrit le quotidien communiste tchécoslovaque « Rude Pravo », à propos de la lettre de Dubcek publiée récemment en Occident. Une campagne active cloue au pilori l'ancien secrétaire général du PC, mettant l'accent sur « l'indignation légitime des citoyens honnêtes ». Est-ce parce que ces faits se produisent dans des pays réputés « socialistes » que les révolutionnaires devraient s'interdire de les évoquer ?

La solidarité avec les victimes de la répression politique et antisyndicale dans d'autres pays est l'une des plus solides traditions du mouvement ouvrier. Elle lui est vitale. Elle s'exerce avec plus ou moins de force ou d'efficacité selon les circonstances, les rapports de force, parfois aussi — il faut bien le dire — les affinités idéologiques. Dans un cas seulement, elle n'ose ou ne sait comment se manifester : lorsqu'elle est requise dans un pays se réclamant du socialisme. La révélation des crimes staliniens a brutalement jeté la réalité à la face du monde. Depuis les choses ont changé. Mais la répression, elle, est bien vivante de Moscou à Prague, à Bucarest. Elle existe aussi, sous une forme atténuée, à Belgrade comme en témoigne l'expulsion de l'université des sociologues et philosophes liés à la revue « Praxis ».

un faible écho

La nécessaire dénonciation ayant été jusqu'ici liée dans les esprits à la notion d'anti-communisme, ou — pire — à la droite internationale et à ses services secrets, les militants, les sympathisants du socialisme hésitent à la faire leur. Ils reculent d'autant plus que les voix venues de l'opposition intérieure — en URSS notamment — s'expriment souvent sur un mode qui nous est inacceptable.

C'est parce qu'il existe à l'Est des oppositions de caractère nationaliste et religieux, et en raison même de leur succès relatif, qu'il importe de ne pas abandonner ceux qui — en dépit de tout — s'obstinent à croire à la possibilité d'un socialisme à visage humain. Le faible écho trouvé par leurs appels s'explique. Leur démarche n'est pas la nôtre : ils parlent humanisme, droits de

l'homme, et libertés démocratiques, langage que nous rattachons à la tradition du capitalisme libéral plutôt qu'à celle du mouvement ouvrier.

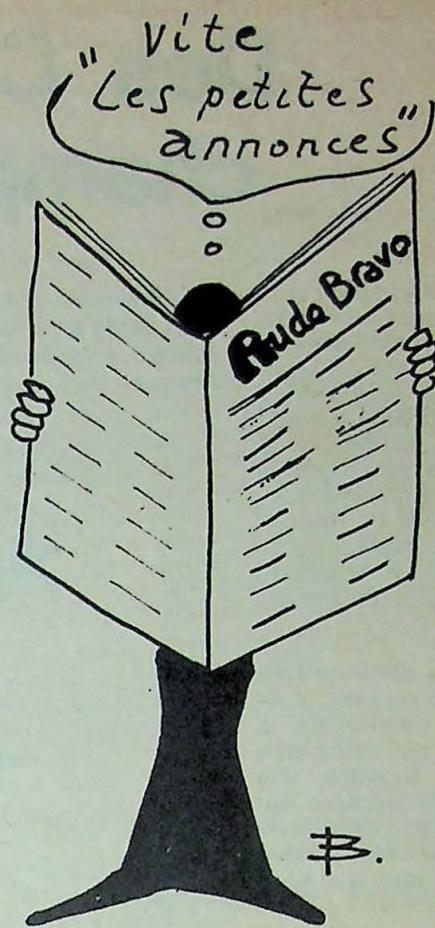
Jugeant au travers de leur expérience, mal informés par des radios étrangères (anglaises ou américaines), ils réagissent souvent à contretemps ou à contresens aux événements mondiaux. Chez eux, le langage de la révolution a été détourné de son sens ; les termes de socialisme, d'internationalisme en sont venus à désigner la dictature bureaucratique et la domination d'une grande puissance sur des nationalismes plus faibles, sinon une certaine forme de colonialisme. Nous pensons ici aux Républiques orientales de l'URSS, aux populations déplacées en bloc, tels les tatars de Crimée pour qui Grigorenko a vécu son calvaire, et à d'autres minorités nationales dispersées, ou durement frappées.

seuls dans leur combat

Comment ne pas comprendre, dans ce climat, que ceux qui cherchent une issue se raccrochent à ce qui est chez eux, précisément, pourchassé : les libertés individuelles, les droits constitutionnels de l'individu, et, aussi — plus récemment et de façon plus proche de notre pensée — une stratégie fondée sur une éventuelle restauration de soviets, réduits à la figuration par la toute puissance du Parti unique et centralisé. Nous ne pouvons pas les laisser seuls dans leur combat, fut-il aujourd'hui, au moins vu de l'extérieur, d'abord celui de l'intelligentsia, ni laisser aux peuples de ces pays d'autre refuge que l'idéologie la plus réactionnaire, d'autres alliés qu'à droite.

Lise COUTTET ■

international



dubcek

cherche du boulot

COLLECTION CITOYENS

NOUVEAUTE

J.C. LARTIGOT et Eric SPROGIS
LIBEREZ LA MUSIQUE (28 F)

déjà parus

André Barjonet
Initiation au marxisme
(19,95 F)

Gilbert Mathieu
Vocabulaire de l'économie
(19,95 F)

A. Jacinto Rodrigues
Urbanisme et révolution
(19,95 F)

Dominique Grisoni
et Robert Maggiori
Lire Gramsci
(29,95 F)

Denis Clerc
La monnaie
(25 F)

Jacques Ion, B. Miege,
A.N. Roux
L'appareil d'action culturelle
(39,95 F)

Pierre V. Zima
L'école de francfort
(29,95 F)

Hugues Puel
Les économistes radicaux
aux U.S.A.
(25 F)

éditions universitaires

7 / 8 juin - Meudon Fête du PSU

● Les ballets du Mali

Le meilleur ensemble de ballets de toute l'Afrique. Premier prix au premier festival des Arts Nègres de Dakar et au Festival Panafricain d'Alger.

La singularité de ce ballet de trente-sept artistes : son authenticité.

Aucune esbroufe dans ce qui est montré, tout vient de stages que les danseurs les plus austères d'Afrique ont fait dans les villages.

Un élément du spectacle qu'on verra s'appelle « Les Possédés ». Il s'agit d'un travail réalisé à partir des cérémonies des nombreuses sectes de possession qui fleurissent au Mali. Ce travail a inspiré une expérience psychiatrique originale à l'hôpital de Dakar.



Des C.R.S. dans les champs de cannes

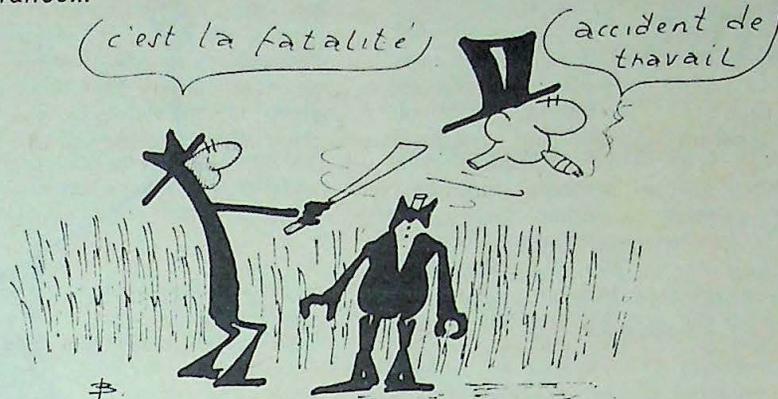
◆ A la télé ou à la radio on a parlé de la grève chez Renault, des manifestations de viticulteurs... Mais sait-on qu'une grève des coupeurs de cannes a secoué la Guadeloupe ? La télé n'en a rien dit. Les Antilles, c'est trop loin. Les grévistes sont bien moins encore que des O.S. ; ils sont noirs, et ils ne risquent pas d'affréter un « Boeing » pour aller manifester à Bruxelles contre les décisions du Marché Commun.

La récolte de la canne saisonnière dure à peine six mois. C'est pour beaucoup d'Antillais la seule ressource qui devra permettre de faire subsister une nombreuse famille pendant tout le reste de l'année. L'usine — la sucrerie — est donc responsable de la vie économique d'une région.

le soleil et les pluies

Or, le processus de concentration, résultat de la politique gouvernementale inspirée par les bettraviers et les accords du Marché Commun, entraîne la fermeture des usines : sur une dizaine d'usines qui fonctionnaient il y a trois ans, trois seulement sont encore ouvertes. Giscard avait promis d'en faire rouvrir une ; elle l'a été en effet, mais une autre a

A la Réunion et aux Antilles, le souffle du changement giscardien tarde à se faire sentir. Comme si les DOM-TOM, contrairement à la propagande gouvernementale, ce n'était pas la France...



fermé : promesse tenue, rien de changé !

Les propriétaires d'usines, qui sont également les propriétaires de grandes superficies de cannes, reçoivent de substantielles aides de l'Etat. Ils ont mécanisé autant que possible la récolte, supprimant de la main-d'œuvre, surtout féminine (les amareuses). Mais c'est aux salariés agricoles et aux petits planteurs que les usiniers veulent faire payer les dépenses de la mécanisation. Sous-payés (37,07 F la journée pour l'attacheur), surexploités, mal nourris faute de ressources, travaillant dans des conditions déplorables sous un soleil de

plomb ou des pluies diluviennes, les coupeurs et les petits planteurs ont décidé la grève pour faire rouvrir les usines et obtenir des paies décentes.

Manifestations, meetings, intervention auprès du préfet, tout cela en vain ! Aux Antilles, le pouvoir colonialiste est toujours du côté du plus fort. Un prêtre, le RP Céleste, a décidé à Rive-Chaude de faire la grève de la faim, par solidarité avec les grévistes matraqués par les CRS et gendarmes. Tous les jours, une messe a été dite dans la chapelle où il est installé. A Pâques, des milliers de gens y sont venus. C'en était trop pour le préfet Le

Cornet : dès le samedi, les forces « de l'ordre » venues de la Martinique et de Guyane ont ceinturé la région et, le lundi à 6 heures, elles ont pénétré dans l'église archi-pleine, donné une minute aux gens pour l'évacuer, et — comme personne ne bougeait — ont lancé des grenades lacrymogènes. N'ayant pas réussi à enlever le prêtre, les CRS ont pénétré dans les cases environnantes, cassé le matériel, blessé les occupants : combien de blessés ? On l'ignore encore.

Le préfet — au cours d'une réunion avec les syndicats — a donné quelques minces satisfactions. Mais le climat reste tendu. Des flics en armes partout... Des blindés ont même débarqué dans l'île...

En France, c'est la conspiration du silence : aucun article sérieux, aucune relation détaillée des faits ni dans la presse quotidienne, ni dans la plupart des hebdomadaires. Le Parlement est rentré, mais l'opposition n'a posé aucune question au gouvernement sur ces graves incidents et sur la situation économique et politique de la Guadeloupe. Ces départements ne comptent-ils qu'au moment des campagnes électorales ?

Michèle PIERRE ■

Quand Wilson frappe...

La fondation Russell menacée

Edith Russell écrit...

◆ Le rôle joué par le Tribunal Russell du vivant de Bertrand Russell et par ses continuateurs dans la lutte contre la guerre au Vietnam, contre la répression et la torture en Amérique du Sud et partout dans le monde est connu de tous. La Fondation Russell qui en a organisé les sessions est aussi aujourd'hui l'animatrice d'une campagne de solidarité envers les victimes de la répression en URSS (Grigorenko Boukowski) auxquelles elle associe les hommes du Printemps de Prague, aujourd'hui emprisonnés.

La Fondation a pu, grâce aux legs de Bertrand Russell, monter une imprimerie qui a été maintes fois mise à la disposition d'organismes qui éprouvaient des difficultés à faire connaître leur lutte par d'autres moyens (syndicats, mouvements pour les droits civiques, communautés, organisations socialistes, mouvements contre la guerre, association de lutte des femmes), sans compter ses propres publications.

N'osant s'en prendre directe-

ment à elle, c'est en lui coupant les vivres que le gouvernement travailliste s'efforce de mettre fin à ses activités. On trouvera ici l'appel lancé par Edith Russell, veuve de Bertrand Russell. Nous voudrions y ajouter une précision : les sommes sur lesquelles le ministre des Finances britannique entend percevoir à posteriori des taxes exorbitantes sont celles-là mêmes qui ont permis au Tribunal Russell sur les crimes de guerre au Vietnam de se réunir. Aucune accusation n'est formulée. Il s'agirait seulement d'un « cas test » qui aurait pour objet de modifier les normes de taxation actuellement admises. Le procès est en cours, ainsi que la défense contre l'ordre de réquisition lancé par la municipalité de Nottingham où se trouve l'immeuble « Bertrand Russell House ». La Fondation, qui n'en poursuit pas moins ses activités, prépare plusieurs publications, et d'autres campagnes d'une portée considérable. ■

* Adresser fonds et correspondance, à Bertrand Russell Foundation-Gamble Street - NOTTINGHAM - NG 74 ET - (Grande-Bretagne).

« ... L'aide que je viens solliciter de vos lecteurs est urgente. Notre Fondation est toujours sollicitée de façon prenante : chaque semaine nous recevons des appels à l'aide de prisonniers politiques, de victimes de la répression, en même temps que nous poursuivons notre action à long terme pour la paix au Vietnam, au Cambodge et ailleurs. En même temps, le flot de lettres émouvantes que nous recevons, nous remerciant pour nos modestes interventions dans des cas particuliers, nous persuade que l'œuvre que nous avons entreprise pour tenir les engagements pris par mon mari reste d'une nécessité douloureuse, vitale.

Mais nous sommes aux prises avec de graves difficultés financières. Mon mari a légué à la Fondation toutes les ressources dont il disposait, lui permettant ainsi d'installer son imprimerie et de réaliser un vaste programme de publications. A présent, le ministère des Finances veut se servir de cela pour créer un précédent lui permettant de percevoir des taxes à un taux beaucoup plus élevé que celui qui — d'après nos conseillers — nous était applicable. Nos conseillers étaient compétents, et lorsque notre cas fut présenté devant la commission spéciale, celle-ci trancha en notre faveur. Mais le ministère des Finances a décidé de faire appel de cette décision. Comme si cela ne suffisait pas, les autorités locales ont lancé un ordre de réquisition portant sur l'immeuble de la Fondation Bertrand Russell, menaçant de démolir l'imprimerie spéciale de la Fondation ainsi que ses bureaux, ses archives, sa bibliothèque et sa galerie d'art. Pour rassembler la somme considérable indispensable pour faire face à ces problèmes, il nous faut lancer un appel public.

Il nous faut au moins 30 000 livres sterling, faute desquelles toute l'œuvre de mon mari pendant les dernières années de sa vie risque d'être anéantie. Si la Fondation venait à disparaître, je suis certaine que cette perte causerait le plus grand dommage aux innombrables causes humanitaires et libérales qui n'ont jamais cessé de recourir à elle.

Nous avons demandé des dons dans le passé et il nous a été généreusement répondu. Il m'en coûte d'en demander encore, mais je me sentirais irresponsable si j'agissais autrement. Je serais très reconnaissante à ceux de vos lecteurs qui pourraient, soit nous aider financièrement, soit nous indiquer d'autres personnes qui accepteraient leur part de la charge que représente la poursuite des efforts considérables déployés par Bertrand Russell.

Edith RUSSELL ■



un nouveau septembre noir...

d'un correspondant à Beyrouth

Beyrouth - 17 avril - Plus de 150 morts, plus de 1 000 blessés. Beyrouth vient de vivre pendant plusieurs jours des incidents dramatiques. Il est inutile de s'attarder sur les descriptions maintenant habituelles d'une ville en proie aux batailles de rues, où roquettes et obus n'épargnent rien ni personne. Il est important de dégager dès maintenant les causes et les conséquences politiques graves pour le Liban et la résistance palestinienne des derniers événements.

Depuis plusieurs mois, le parti des phalanges libanaises ou parti « Kataïeb » (parti nationaliste d'extrême-droite) recherche la liquidation de la résistance palestinienne en réclamant sa soumission aux lois du pays, visant ainsi à l'empêcher d'apporter son soutien à la gauche libanaise.

Le durcissement de la lutte de classes, sous l'effet de la dégradation de la situation socio-économique, accentue le clivage musulmans-chrétiens et entraîne l'armement de toutes les communautés, en particulier des chrétiens (plus riches et mieux organisés). Enfin les structures politiques, où subsiste face à un pouvoir central faible, un pouvoir local mi-tribal, mi-religieux, se révèlent particulièrement inadaptées à résoudre des problèmes d'une ampleur nationale.

le cycle infernal

C'est dans ce contexte que le dimanche 13 avril a commencé ce qui risque d'être la première guerre civile libanaise.

Alors que Pierre Gemayel, chef suprême des Kataïeb, inaugurerait une église d'un quartier est de Beyrouth, un incident éclatait entre des membres de son service d'ordre et un élément palestinien qui « s'attardait » dans le secteur. Quelques minutes plus tard, une voiture arrivait et mitraillait le groupe ; trois miliciens phalangistes étaient tués. Deux heures plus tard, un car de fedayins, revenant d'une commémoration de la tuerie de

Kyriat-Shmoneh, traversait le quartier, était arrêté : des trente occupants, deux ont survécu.

Le cycle infernal était désormais enclenché. Fedayins et miliciens se livrèrent une guerre de position en divers points chauds : la plupart des victimes furent des civils tués par balles perdues. Les Palestiniens ont pilonné de roquettes et d'obus des quartiers civils, sans aucune efficacité militaire d'ailleurs, s'aliénant la majorité de la population libanaise.

Le bilan politique est lourd. Dès le troisième jour des combats, les Kataïeb avaient réussi leur entreprise politique, entraînant derrière eux la majorité du Liban chrétien et s'assurant de la neutralité de la droite musulmane. Dès le mercredi, la montagne libanaise et chrétienne descendait en armes sur la côte, arrêtée à dix kilomètres de Beyrouth par une armée qui n'était pas encore intervenue car un cessez-le-feu était imminent.

Les milices de Camille Chamoun, ancien président de la République et président du Parti national libéral, et de Raymond Eddé, président du Bloc national, étaient prêtes à se jeter dans la bataille. Il ne restait plus aux Palestiniens, dans une situation militaire pouvant devenir précaire, qu'à battre en retraite, en acceptant un cessez-le-feu. La résistance palestinienne n'avait aucun intérêt à cette crise qui fait apparaître les Kataïeb comme les garants de la souveraineté libanaise, favorisant ainsi son recrutement politique et militaire.

des divisions dans la résistance

D'ailleurs, Yasser Arafat a refusé tout au long de la crise d'intervenir et est parti pour Damas, laissant à ses collaborateurs le soin de la résoudre. Il ne voulait pas s'engager et se compromettre à discuter avec les Kataïeb pour résoudre ce qu'il ressent comme une provocation du Front du refus. Il n'est peut-être pas inutile de dire que la

majeure partie des incidents ont été déclenchés par le Front du refus et des éléments libyens qui ne manquent aucune occasion pour essayer de discréditer Arafat. Cette affaire est aussi la conséquence de l'attitude d'une partie de la résistance qui occupe et gouverne pratiquement le sud du pays, faisant redouter aux Libanais une issue fatale comme à Chypre. Elle met une fois de plus en lumière la division de la résistance palestinienne et les difficultés d'Arafat et de l'OLP à s'opposer politiquement et militairement au Front du refus.

Jean JULIEN ■

une rencontre PSU-OLP

Une délégation de l'O.L.P. a rencontré une délégation du Bureau National du P.S.U. le 17 Avril 1975 à Paris.

Après un échange de vue général sur les perspectives de la Résistance Palestinienne, les deux délégations se sont mises d'accord pour renforcer les liens entre l'O.L.P. et le P.S.U.

Après un exposé de la délégation palestinienne sur la situation créée au Liban par la droite et en particulier par le parti phalangiste, le p.s.u. et l'O.L.P. dénoncent cette attaque meurtrière qui vise à affaiblir la Résistance palestinienne et à nuire aux bonnes relations entre le peuple palestinien et le peuple libanais. Cette provocation s'inscrit d'ailleurs nettement dans le cadre des menées impérialistes au Proche-Orient.

18 avril 1975 ■

EZZEDINE de l'O.L.P. en France
Michel MOUSEL, Secrétaire National du P.S.U.

Brèves internationales

● MAROC : le sang et les fleurs

Du 3 au 6 mai prochains, Giscard se rend au Maroc pour parler de nouveaux accords de « coopération économique et culturelle ». A l'occasion de ce voyage, le comité de lutte contre la répression au Maroc (78930 - Guerville) lance une campagne d'information pour dénoncer la réalité policière du régime marocain et la nature des accords qui lient actuellement le Maroc et la France.

L'impérialisme français ne s'embarasse guère de la répression qui s'abat aujourd'hui (plus de deux cents militants révolutionnaires aux mains de la police depuis novembre 74 et soumis aux pires tortures, aucune liberté démocratique, etc...) sur le peuple marocain pour accroître l'exploitation de tous les travailleurs qu'il emploie, resserrer l'enca-

drement de l'immigration et élargir ses débouchés.

S'associer déjà à cette campagne qui devrait déboucher sur un meeting le 16 mai à la salle Lancry (10e) le PSU, LCR, PLC, REVO, BDUP, les CUF, etc...

● IRAN : la liquidation des « évadés »

La terreur raciste qui sévit en Iran a liquidé, il y a quelques jours, neuf révolutionnaires iraniens, détenus pendant plusieurs années dans les cachots du Chah. Leurs noms viennent s'ajouter à la liste déjà longue des centaines de patriotes iraniens qui sont morts en prison, froidement assassinés sous la torture ou exécutés après des jugements arbitraires devant des tribunaux militaires à huis clos.

Les autorités iraniennes prétendent

avoir abattu les prisonniers à la suite d'une évasion collective de ceux-ci lors de leur transfert d'une prison à l'autre. Ce n'est pas la première fois que ce régime trouve un prétexte pour éliminer ses opposants les plus farouches...

● CHILI : des centaines de prisonnières

Un comité de soutien pour les prisonnières politiques chiliennes vient de se constituer. Le sort de ces femmes (plusieurs centaines de cas connus, sans compter les autres) est particulièrement atroce.

Le caractère révoltant de cette situation doit toucher tous les militants politiques, tous les travailleurs, ainsi que toute l'opinion publique occidentale auprès de laquelle l'information minimise

l'horreur de la répression de la dictature Pinochet.

Pour tous renseignements : E. Perret, 9, rue de Duras, 75008 Paris. Les soutiens financiers pour élargir l'action sont à adresser au : CCP - MDPL. 33086-67 - La Source

● GOLFE ARABE : alerte à Oman

Nous venons de recevoir le télégramme suivant du Front Populaire de Libération d'Oman (basé à Aden) :

« SULTAN OMAN A CONDAMNE A MORT 4 PATRIOTES » DONT UN DIRIGEANT. EXECUTIONS RISQUENT ETRE SECRETES. 30 AUTRES CONDAMNES PRISON A VIE. MOBILISATION URGENTE DEMANDEE POUR EMPECHER MAS-SACRE ».

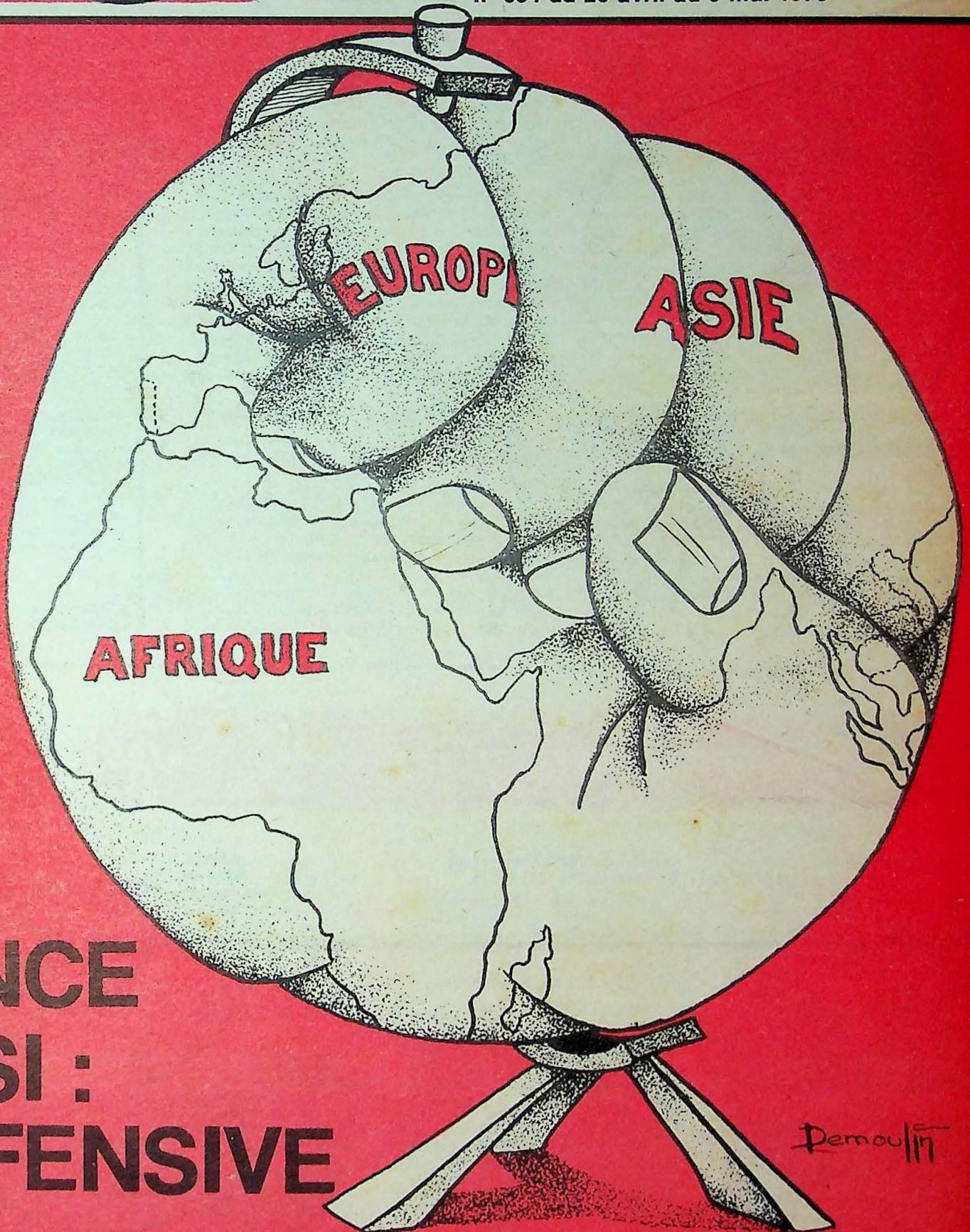
Envoyer messages de protestation au 47 Avenue Georges V, Paris 75008. Tél. : 723.62.79 (Représentation du Sultanat d'Oman en France).

Tribune socialiste
ts

**1er MAI
1975**



HEBDOMADAIRE DU PARTI
SOCIALISTE UNIFIE 3 F 50
n° 654 du 26 avril au 3 mai 1975



**EN
FRANCE
AUSSI :
L'OFFENSIVE**

Demoulin